

Liste des acronymes

ADES: Association pour le Développement de l'Énergie Solaire

ADRA: Adventist Development for the Relief Agency

AGOA: African Growth and Opportunity Act

AFOMA : Afokasika Malagasy

BEPC: Brevet d'Étude du Premier Cycle

BIT: Bureau International du Travail

BM: Banque Mondiale

CEPE : Certificat d'Étude Primaire Élémentaire

CDD : Commission Développement Durable

CISCO : Circonscription Scolaire

DCPE: Document Cadre de Politique Économique

DSRP: Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté

DWCT : Durrell Wildlife conservation Trust

ECOSOC : Conseil économique et social des Nations unies

EPT: Éducation Pour Tous

FAO : Food Agriculture Organisation

FID : Fond International pour le Développement

FMI : Fonds Monétaire International

FIVMPAMA : Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy

FNUAP : Fonds des Nations Unies pour l'Aide aux Populations

FRAM : Fikambanan'ny Ray amandrenin'ny Mpianatra

GEM : Groupement des Entreprises de Madagascar

GTDR : Groupe du Travail pour le Développement Rural

HIMO : Haute Intensité de Main d'Œuvre

IDH : Indice de Développement Humain

INSTAT : Institut Nationale de la Statistique

IPH : Indice de Pauvreté Humain

IPPTE : Initiative Pour les Pays Très Endettés

MAP : Madagascar Action Plan

MAGRAMA : Marbre et Granite de Madagascar

MEN : Ministère de l'Éducation Nationale

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique

ONEP : Office National de l'Enseignement Primaire

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PNUE : Programme de Nations Unies pour l'Environnement

PRDR : Programme Régional de Développement Rural

PSDR : Projet de Soutien au Développement Rural

SRAP : Système Régional d'Alerte Précoce

SMTM : Société Malgache de Travaux Plastiques

ORN : Office Régional de Nutrition

UN : United Nation (Nations Unies)

USAID: United States Agency International for Development

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la culture

WDI : World Indicator Development

ZFI : Zones Franches Industrielles

Sommaire

INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : L'APPROCHE THÉORIQUE DE L'ÉCONOMIE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	3
CHAPITRE I : ÉDUCATION ET CROISSANCE	4
CHAPITRE II : LE CONCEPT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	15
CHAPITRE III : CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT : DEUX ENJEUX POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE	19
PARTIE II : APPROCHE ANALYTIQUE DE LA SITUATION MALAGASY ET ÉTUDE DE CAS.....	31
CHAPITRE I : LA SITUATION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE ET L'ÉDUCATION.....	32
CHAPITRE II : ÉTUDE DE CAS : LA COMMUNE RURALE D'AMBOSITRA II DANS LA RÉGION AMORON'I MANIA.....	38
CHAPITRE III : LES CONDITIONS DE L'ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.	47
CONCLUSION.....	58

INTRODUCTION

Le développement économique dépend à la fois de l'importance des avantages comparatifs et absolus et l'évolution de la société dans son ensemble. Il est difficile d'imaginer le décollage économique de Madagascar sans une gestion opportuniste et rationnelle de son réservoir de main d'œuvre, de son potentiel agricole, de sa biodiversité environnementale et de ses ressources minières.

L'économie malagasy, comme dans beaucoup de pays en développement, repose essentiellement sur l'agriculture. Elle se remet en marche depuis la fin de la crise de 2001. Mais, Madagascar est encore aujourd'hui dans un état de grande pauvreté (92% de Malgache vivent au dessous du seuil de pauvreté en 2013). Face à cette grande pauvreté, le concept du Développement Durable a été émergé dans le Pays les Moins Avancés. Pour Madagascar, le régime mis en place entre 2002-2006 a utilisé le slogan de « développement rapide et durable » pour mener la relance économique malagasy après la crise de 2001.

La notion de développement durable (ou soutenable) a été introduit par la commission mondiale sur l'environnement et le développement. Les quarante années qui séparent la première Conférence mondiale sur l'environnement à Stockholm(1972), celles de Rio(1992) et Rio+20(2012) ont été marquées sans conteste par une prise de conscience générale à l'égard de l'environnement et des menaces qui l'affectent. Cette prise de conscience a été favorisée par l'accumulation et ampleur des divers sinistres résultant directement de défaillances ou du fonctionnement même du système de production.

En constatant les menaces sur l'environnement que se soit au niveau local (déforestation massive, cultures sur brulis...) qu'au niveau mondial (le trou au couche d'ozone, l'effet de serre...) et avec l'accroissement rapide de la population malagasy en passant de 16 millions en 1993 à 22,29 millions en 2013 dont la majorité sont des ruraux où le taux d'analphabétisation est très élevé.

L'intérêt de ce travail essaie de comprendre l'interaction entre le niveau de l'instruction et la croissance ainsi que le développement économiques. En s'étalant l'étude, la croissance économique peut être un facteur de la dégradation de l'environnement sous un angle critique ; par ailleurs, la pauvreté en est aussi pour les pays pauvres. L'analyse en termes éducation ici concerne principalement au niveau de l'éducation pédagogique.

La démarche a été basée sur la l'accumulation des connaissances et d'analyses dont entre autres les méthodes suivantes : consultation de centres de documentation ; assisté aux conférences et débats ainsi que l'enquête sur terrain, particulièrement sur l'étude de cas. Ce travail se divise en deux parties. Dans la première partie de ce travail, la discussion se concentre dans l'approche théorique de l'économie de l'éducation et la notion du développement ainsi que ses conséquences tant au niveau mondial que national. Dans la deuxième partie, ce serait la question de l'avenir de Madagascar pour le développement durable basé sur l'éducation.

**PARTIE I : APPROCHE THÉORIQUE DE L'ÉCONOMIE DE L'ÉDUCATION ET
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Cette première partie essaie d'apporter la connaissance théorique de toutes les notions en économie utilisées et de faire analyser les trois aspects du développement durable à savoir l'aspect économique, l'aspect social et l'aspect écologique.

CHAPITRE I : ÉDUCATION ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Il est aujourd'hui admis qu'un système éducatif accessible au plus grand nombre est un moyen efficace pour assurer la croissance économique par la formation, la création de nouvelles qualifications. Un rapide survol de la pensée économique laisse apparaître un certain nombre de thèmes de réflexion.

SECTION I : CADRE THÉORIQUE DE L'ÉCONOMIE DE L'ÉDUCATION

Il sera question de bien comprendre le rôle que joue l'investissement en capital humain dans la théorie économique.

I L'IMPORTANCE DU CAPITAL HUMAIN DANS LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Les notions du capital humain et de rendement de ce capital permettent d'interpréter le différentiel de revenus salariaux et la perte de cohérence entre la progression du revenu national et celle des facteurs conventionnels y contribuant. En assimilant l'éducation à un investissement, tout accès gratuit au savoir est exclu.

L'éducation, en tant qu'in put, est donc limitée à ses expressions monétaires tandis que sa contribution à l'output est évaluée en termes de gains ou de pertes. Les dépenses expliquent en effet les différences individuelles et catégorielles de salaire réel et une partie de l'accroissement du revenu national.

La théorie du capital humain s'appuie sur une série de faits.

1 L'intérêt et le rôle stratégique du capital humain.

L'une des grandes découvertes de l'analyse économique contemporaine est relative à la théorie du capital humain à partir des recherches de trois auteurs : T. SCHULTZ¹ en 1983, G. BECKER² et ROMER³ en 1986 et en particulier LUCAS⁴ en 1988.

¹ SCHULTZ Théodore W., "Education and Economic Growth," in Social Forces Influencing American Education, N.B. Henry, ed., Chicago: University of Chicago Press, 1961.

² BECKER G. S., "Human Capital, A Theoretical and Empirical Analysis", Columbia University Press for the National Bureau of Economic Research, New York, 1964.

Toutes ces recherches évaluent l'impact de l'éducation et de la formation sur la croissance économique et le développement.

L'investissement dans le capital humain est au cœur des stratégies mises en œuvre par de nombreux pays pour promouvoir la prospérité économique, l'emploi et la cohésion sociale. Les individus, les organisations et les nations sont de plus en plus conscients qu'un haut niveau de connaissances et de compétences est essentiel pour leur sécurité et leur réussite. L'accord sur ces principes a suscité sur le plan politique aussi bien que social de nouvelles attentes concernant la réalisation d'objectifs économiques et sociaux ambitieux, grâce à un investissement accru dans le capital humain. Il est maintenant acquis que le niveau de développement d'un pays est étroitement lié à son niveau d'instruction au point même d'en dépendre. L'éducation est un facteur d'efficacité qui élève la productivité des travailleurs et contribue de cette manière à augmenter la production. L'éducation est ainsi associée aux autres facteurs traditionnels (capital et travail) pour expliquer les performances et les contreperformances théoriques. Diverses études ont essayé de tester et de quantifier l'impact de l'éducation sur la croissance économique. Pour cela il y a deux (2) points :

- l'impact global de l'éducation sur la croissance. SCHULTZ par sa méthode du taux de rendement, est arrivé lui aussi à la même conclusion que l'éducation contribue pour une bonne part à la croissance américaine.

- Les effets indirects de l'éducation sur la croissance économiques 'articulent autour de deux points essentiels : d'une part ils se manifestent par des externalités positives que l'éducation engendre et d'autre part la liaison entre l'éducation et les autres types de ressources humaines à savoir : la santé, la nutrition, la Pauvreté, la fécondité.

2 Définition de l'éducation dans une perspective économique.

- **Concept global d'économie de l'éducation.**

L'éducation est comprise toute action de formation portant principalement sur les enfants et les adolescents et de manière croissante sur les adultes et qui a pour résultat l'ensemble des habiletés intellectuelles ou manuelles. Cela permet de distinguer deux types d'éducation :

³ ROMER, PAUL M. "Increasing Returns and Long Run Growth," Journal of Political Economy, 94, 1002–37. 1986

⁴ LUCAS Robert Jr., "On the mechanics of economic development," Journal of Monetary Economics, Elsevier, vol. 22(1), pages 3-42, July. 1988.

- **L'éducation formelle** qui se réfère à toute activité délibérée de formation contribuant au développement des facultés intellectuelles et à l'acquisition de connaissance générale ou spécialisée, y compris celle conduisant à l'obtention d'une compétence ;

- **L'éducation informelle** qui regroupe des formations non formelles influençant les attitudes, les comportements, les modes dépensée et les connaissances. C'est par excellence, l'éducation diffusée par le milieu.

➤ **Signification et portée du concept de capital humain**

Le concept de capital humain est fréquemment utilisé en économie depuis une cinquantaine d'années au moins (par exemple SCHULTZ, 1961, BECKER, 1964). Le concept insiste fortement sur l'importance du facteur humain dans les économies fondées sur les connaissances et les compétences. Le capital humain peut se définir de nombreuses manières. En économie de l'éducation, on le définit comme « les connaissances, qualification, compétences et autres qualités personnelles possédées par un individu intéressant l'activité économique ». Le capital humain constitue donc un bien matériel qui peut faire progresser et soutenir la productivité, l'innovation et l'employabilité. Il peut croître, se réduire ou devenir inutile. Il subit différentes influences et provient de différentes origines, notamment, mais pas seulement d'un apprentissage organisé sous la forme de l'éducation et de la formation. Les quatre éléments (connaissances, qualifications, compétences et autres qualités personnelles) peuvent contribuer à ses missions sociales et démocratiques, et dans une certaine mesure culturelle et personnelle. Si le capital humain suppose que l'on mette l'accent sur la sphère économique, la distance peut être faible entre la politique et les pratiques visant accroître ce capital et celles qui sont orientées vers d'autres fins.

L'investissement dans le capital humain procure donc des avantages aux individus, aux entreprises et aux sociétés. Ces avantages peuvent être de nature économique et prendre la forme d'un supplément de gains, de productivité ou de croissance économique.

L'investissement en capital humain fournit également un vaste éventail d'avantage qui n'est pas d'ordre économique, notamment accroissement de la cohésion sociale, une diminution de la délinquance et une amélioration de l'état sanitaire.

II L'économie de l'éducation dans la Littérature économique actuelle

L'éducation dans la littérature économique connaît des évolutions, malgré l'existence des discussions au niveau même de certains auteurs. C'est pourquoi cette sous partie essaie d'analyser les trois points suivants.

1 Les précurseurs de l'économie de l'éducation et apport de la théorie endogène.

Les classiques ont été les premiers à s'intéresser à l'économie de l'éducation.

Les contemporains ont été cités plus haut, notamment les théoriciens de la croissance endogène comme ROMER et LUCAS.

On peut considérer les dépenses d'éducation, de santé et de formation comme des facteurs de croissance en ce qu'elles accélèrent l'accumulation de capital humain, les théories de la croissance endogène, mettent ainsi en exergue le rôle économique de l'État. Celui-ci est en effet l'agent le plus habilité pour réaliser ce type de dépenses qui jouent un rôle important dans le processus de croissance endogène.

L'intérêt primaire de l'investissement public en capital humain est qu'il permet d'accroître la productivité sociale. Si l'on admet en effet qu'une meilleure formation, théorique ou pratique, augmente l'efficacité productive de l'individu, les effets externes du type « Learning-by » qui découlent de son activité permettent alors d'accroître la productivité des agents qui le côtoient. Ainsi l'échelle globale, plus le stock de capital humain disponible est élevé, plus la production par tête est importante.

En outre puisque l'éducation est un moyen privilégié d'accumulation du capital humain, les dépenses publiques effectuées, en sa faveur apportent alors une contribution essentielle au processus de croissance endogène. Par ailleurs des travaux économiques soulignent le rôle essentiel que jouent les dépenses d'éducation sur le processus de croissance. Une étude estime que la croissance économique des États-Unis entre 1930 et 1960 est due pour 23 % à l'accroissement du niveau d'éducation de la force de travail.

BARRO⁵ (1991) montre que pour un niveau donné de Produit Intérieur Brut par tête en 1960, les pays à fort taux de scolarisation ont enregistré un taux de croissance plus élevé que celui des pays à faible taux de scolarisation.

⁵ BARRO Robert J, "Government Spending a Simple Model of endogenous", NBER Working Papers 2588, National Bureau of Economic Research, Inc 1991.

2 La demande individuelle de l'éducation

Le concept de demande en économie renvoie à un lien entre les quantités demandées de biens ou services et les goûts et préférences des individus ou du groupe ou une contrainte budgétaire dépendant des prix de ces biens et des revenus, perçus par les consommateurs. Cette notion de demande trouve une place en économie de l'éducation. De même, cette notion de demande trouve sa place en éducation. En effet, l'éducation qui est un bien non seulement économique mais aussi publique est demandée en fonction des préférences et des revenus des demandeurs que sont l'État, les collectivités locales, les ménages et les individus. Il est intéressant de souligner que quelque soit le type de demandeur (État, collectivités locales, ménages, individus), l'individu reste la personne qui au bout du compte est le bénéficiaire directe de l'éducation, en ce qu'il est non seulement le détenteur du capital humain mais aussi le bénéficiaire des avantages sociaux.

3 Les déterminants de la demande individuelle.

En ce qui concerne la demande d'éducation, il est essentiel d'éviter dès le départ toute confusion à ce sujet. Ce sont les individus (ou leur famille) qui sont fondamentalement les demandeurs, qui souhaitent acquérir un certain niveau de connaissances (une certaine formation, un certain diplôme, une certaine expérience). Les entreprises, et plus généralement les employeurs, demandent une main d'œuvre qualifiée, c'est à dire les services que cette main d'œuvre est susceptible de lui apporter grâce à son éducation. Elle ne demande pas directement de l'éducation (sauf à la limite, en matière de formation continue).

Un des enseignements majeur de la théorie de la demande d'éducation est que cette dernière a un impact (direct ou indirect) sur les qualifications individuelles et donc sur le marché du travail. L'accumulation du capital humain résulte de stratégies individuelles, mais aussi de la stratégie de la collectivité.

La section suivante consiste pour mieux comprendre en ce qui concerne la notion de la croissance à celui du développement.

SECTION 2 : LA NOTION DE CROISSANCE A CELLE DU DÉVELOPPEMENT

Il est nécessaire de bien distinguer ces deux notions puisque leur confusion entrainera de mauvaises interprétations.

I LA NOTION DE LA CROISSANCE.

A la différence de la notion de développement, la croissance économique est une notion qui est seulement quantitatif. C'est à dire, elle désigne la variation positive de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée.

1 Des notions différentes sur la croissance.

La confusion d'utilisation de ces notions réside dans une question de temporalité.

➤ Expansion :

Alors que la croissance économique correspond à une longue période d'augmentation de la production, l'expansion est un phénomène conjoncturel de durée courte ou moyenne pouvant être précédé par une période de récession.

En période d'expansion, l'investissement augmente et l'épargne devient insuffisante, ce qui enclenche la crise. La récession durera jusqu'à ce que l'épargne soit élevée (relativement la situation économique), ce qui favorisera la reprise de l'investissement et donc le retour à l'expansion, Marc Montoussé⁶ (1998).

D'après JUGLAR⁷, la croissance économique est ponctuée de cycles. La durée moyenne d'un cycle est de 6 à 10 ans, ils sont composés de deux phases et de deux retournements.

Première phase : l'expansion, la demande forte permet l'augmentation de tous les indicateurs économiques (prix, production profit investissement emploi) ;

Première retournement : la crise : la cause de la dépression, c'est la prospérité, selon JUGLAR. Il s'agit d'un retournement brutal due à la surchauffe de l'économie ;

Deuxième phase : la dépression. L'offre est supérieure à la demande, ce qui induit la baisse de tous les indicateurs économiques. Cette dépression en réduisant les prix et les salaires, assainit l'économie, d'où la reprise ;

Deuxième retournement : la reprise : il s'agit d'un renversement de tendance qui annonce une nouvelle expansion et donc un nouveau cycle (**M. Montousse** 1998)

⁶ MONTOUSSE Marc- CHAMBLAY Dominique,(1998), « **100 fiches pour comprendre les sciences économiques** » Edition Bréal, 226 P.

⁷ JUGLAR Clément (1819-1905), économiste français.

➤ Progrès :

Le progrès technique est à l'origine de créations d'emplois susceptibles de compenser voir même de dépasser l'effet direct de destruction d'emplois. Pendant longtemps, les notions de croissance et progrès ont été plus ou moins associés. Cette notion de progrès est assez difficile à cerner car elle met en jeu les aspects normatifs. L'assimilation de l'accroissement du PIB au progrès repose sur l'idée implicite que « plus, c'est mieux ». Il est incontestable que la croissance se traduit par une augmentation considérable des biens et services mis à la disposition des ménages. L'amélioration de la sécurité collective, l'essor de la sécurité sociale, allocation diverse, renforcent le sentiment que la croissance est synonyme de progrès matériel et social.

➤ Croissance :

La croissance économique est une notion uniquement quantitative. D'après la théorie de W.W.ROSTOW⁸, dans chaque société, la croissance passe par cinq(5) étapes déterminées.

Étape 1 : les sociétés traditionnelles.

L'organisation est maintenue stable dans les sociétés traditionnelles. Le concept de la production est limité et surtout agricole, les échanges sont rares, la société est très hiérarchisée.

Étape 2 : les conditions préalables au développement

L'agriculture permet de dégager un surplus de ressources pour effectuer des investissements dans l'industrie nouvelle, le taux d'investissement est encore limité de 5 à 10% du PIB grâce à l'existence d'un État centralisé et un espace économique de dimension suffisante pour rentabiliser de futurs investissements. Les mentalités évoluent et les individus cherchent de plus en plus à s'enrichir.

Étape 3 : le « take off » ou décollage

C'est une période très brève (moins de 30 ans) pendant laquelle des taux d'investissements très élevés (plus de 10% de la production) et des industries pivots (textiles, métallurgie) permettent une forte croissance économique. Cette phase de démarrage s'accompagne d'un accroissement des inégalités sociales.

⁸ ROSTOW W.W., « les étapes de la croissance économique », édition seuil, collection points économiques 0001, 208P.

Étape 4 : La marche vers la maturité

Elle permet d'établir les bases du développement économiques, démographiques et sociales. Les progrès techniques se diffusent dans tous les secteurs de l'économie, la plupart des couches sociales en profitent.

Étape 5 : l'ère de la consommation de masse

Elle correspond à la dernière période. La consommation de masse des biens durables apparaît. Les services se développent, la pauvreté se marginalise. L'État intervient de plus en plus dans la société et dans l'économie. C'est un État soucieux du bien être collectif ;

2 Les explications de la croissance

Il est nécessaire de bien comprendre que les explications ou les facteurs de la croissance comptent :

- La quantité de travail et la quantité de capital.

Pour déterminer la contribution du facteur travail, on tient compte de la croissance de l'emploi, de la variation de la durée du travail, de la quantité de travail (âge, éducation, intensité au travail). Pour mesurer la contribution du capital, on procède de la même manière.

- Le progrès technique figure naturellement parmi ces éléments.

D'une manière générale, ce sont des éléments de nature sociale et politique qui ont joué le rôle déterminant dans la croissance économique à savoir : la diffusion de l'instruction ; la mobilité de main d'œuvre ; l'aspiration du bien être matériel ; l'ambition nationale ; la concurrence des systèmes économiques et le rôle grandissant du pouvoir public.

Tableau 1 : montrant la part des facteurs de production dans le PIB de la France.

	France		
	1960-1973	1973-1990	1990-2025
Facteur Travail	0.3	-0.4	0.0
Facteur Capital	1.6	1.1	0.4
PIB	5.9	2.4	2.1
Résidus	4.0	1.7	1.7

Source : Virginie Coudert, « Croissance et démographie dans les pays industrialisés », économie prospective internationale, 4eme trimestre 1992.

Comme le montre ce tableau, une part importante de la production et de sa croissance n'est pas expliquée par la seule combinaison du capital et du travail. Reste une part, baptisée selon les auteurs « résidu », « progrès technique ».

3 Limite de la croissance

Entre 1945 et début des années 1970, l'accent a été mis sur les aspects positifs de la croissance, qui a permis une augmentation générale du niveau de vie et le plein emploi du facteur travail pour les pays développés. Mais les conséquences sont lourdes :

- La destruction de la nature, l'industrialisation a remis en cause un certain nombre d'équilibres naturels ;
- La persistance des inégalités, la croissance a certes favorisé l'amélioration du niveau de vie, mais pas de la même intensité pour toutes les catégories socioprofessionnelles.

Aujourd'hui, la question n'est plus croissance ou pas croissance mais quel contenu pour la croissance ?

Le développement se limite-t-il au résultat de la croissance ?

II LA NOTION DU DÉVELOPPEMENT

Comme on a déjà introduit la notion de développement diffère de celle de la croissance. Le développement est une notion aussi bien quantitative que qualitative.

1 Définition et origine du terme

Le développement correspond non seulement à une augmentation du pouvoir d'achat mais aussi à des transformations structurelles de l'économie comme l'industrialisation, la scolarisation élevée, l'urbanisation, la tertiarisation ou la salarisation. Le développement est une transformation de la société dans toutes ses dimensions : accumulation de biens matériels, biens sûrs, mais aussi changement physique et intellectuelle des hommes, multiplication de leurs nombres. Contrairement à la croissance, le développement est une notion qui n'est pas uniquement économique ; il suppose des progrès dans d'autres domaines, comme la démographie (baisse de la fécondité et de la mortalité par exemple), la santé (augmentation de l'espérance de vie) et les conditions sociales (M. Montoussé 1998).

Selon François PERROUX⁹ : « Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître cumulativement son produit réel ». Croissance et développement sont deux notions indépendantes : La croissance mène au développement qui favorise la croissance. Toutefois, une croissance déséquilibrée, dont les gains sont mal repartis ne conduit pas au développement.

L'accumulation des biens matériels est bien entendu le signe le plus évident du développement économique. L'accroissement du revenu national et le pouvoir d'achat individuel permet à toute la population de s'entourer de ces choses élémentaires qui font la vie courante, et dont la plupart étaient privés depuis l'origine du monde : par exemple le sucre, le beurre, le linge.

➤ Le changement physique

La femme aujourd'hui ne ressemble plus à la femme du XVIIIème siècle. Mode de vie, hygiène, nourriture, rythme de travail façonnent le corps.

➤ Le changement intellectuel.

Les critères de changements ne sont ni aussi simple, ni de la même nature que ceux du corps. C'est moins sur l'individu que sur l'humanité toute entière que le bouleversement apparaît. On évalue la population mondiale actuelle à un peu plus de sept milliards d'individus. 4/5 sait lire et écrire. La proportion était de 1/3 en 1950 et de moins de 1/50 en 1850.

2 Les indicateurs du développement

➤ Approche de la banque mondiale

Dans l'approche de la banque mondiale, même si le secteur monétaire domine, il y a une prise en compte progressive de la privation matérielle, mais également, de manque en matière d'éducation et de la santé. Ce qui fait la banque mondiale élargit la notion de pauvreté pour y inclure la vulnérabilité, l'exposition aux risques, le manque du pouvoir et enfin, l'absence du droit à la parole. Tous ces manques réduisent sévèrement ce qu'on appelle les capacités d'une personne, c'est-à-dire, les libertés réelles (substantives freedom) dont elle jouit pour mener la vie qu'elle valorise.

Chaque année, la banque mondiale fait sortir le classement d'un pays en fonction des indicateurs indiqués, mais aussi le classement en groupe des pays suivant des zones géographiques. Il existe deux principaux classements :

En fonction du revenu, les pays sont classés en 4 catégories :

⁹ PERROUX, François, « **Pour une philosophie du nouveau développement** », Paris, Aubier : Presses de l'Unesco, 279, 1981.

- Bas revenu, inférieur à 1005 dollars par an;
- Revenu moyen, entre 1006-3975 dollars par an;
- Revenu supérieur, compris 3976-12275 dollars par an et
- Haut revenu supérieur à 12276 dollars par an.

En fonction de l'endettement du pays : pays modérément endetté ; pays moins endetté, et pays très endetté.

➤ Approche du Programme de Nations Unies pour le Développement(PNUD).

Le PNUD a utilisé le IPH et IDH

Le développement humain, selon le PNUD est l'élargissement des possibilités et des choix offerts aux individus. Plus précisément, les trois possibilités essentielles de celle vivre longtemps et en bonne santé, d'acquérir un sens, et de pouvoir accéder aux ressources nécessaires pour vivre dans des conditions décentes.

L'IDH intègre trois indices essentielles : Espérance de vie à la naissance ; PIB par tête et enfin niveau d'instruction, mesuré par le taux brut de scolarisation combiné (c'est à dire enseignement primaire et secondaire) et taux d'analphabétisme. Ces indices sont calculés à partir de valeurs de références.

Le PNUD va également caractériser la pauvreté. Il existe selon le PNUD 3 catégories de pauvretés :

- L'extrême pauvreté mesurée par l'IDH ou l'IPH ;
- La pauvreté générale et
- La pauvreté humaine.

Ces trois pauvretés conduisent à la notion de l'IPH qui est un indice composite : la longévité, l'instruction et condition de vie décente.

Contrairement à L'IDH, l'IPH aborde ces trois aspects sous forme de manque.

La première forme de manque se mesure en termes de survie, c'est-à-dire la probabilité de décéder à un âge relativement précoce ; la deuxième forme de manque, l'instruction et exclusion de la lecture et de la communication. La troisième forme de manque : l'absence d'accès à de conditions de vie décente qui comprends trois indices : les rapports des individus privés d'accès à l'eau potable, les rapports de personnes privés d'accès aux services de santé et dernièrement, le rapport des enfants de moins de 5 ans souffrant de la malnutrition.

Par rapport à l'IDH, l'IPH exclue la dimension monétaire.

Le développement économique concerne des multi dimensions. L'approche par le concept du développement peut – elle être une suite du développement ou une nouvelle voie pour atteindre un monde sain et en harmonie avec la protection de la nature ?

CHAPITRE II : LE CONCEPT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le concept du développement durable est issu de la première conférence internationale à Stockholm en 1972. Une conférence suivie plus tard par la conférence de Rio.

SECTION I : DÉFINITION ET ORIGINE DU TERME.

La définition de ce concept varie suivant les analystes et les organismes, mais le principe reste le même.

I Définition selon les différentes conceptions.

Le concept du Développement Durable se définit par plusieurs interprétations et selon les auteurs.

1 Conférence de Stockholm.

C'est à la conférence de Stockholm en 1972 que sont adoptés, au niveau international, les principes de base du développement durable : c'est à l'homme qu'incombe la responsabilité de la protection et de l'amélioration de l'environnement pour les générations présentes et futures ; la sauvegarde des ressources naturelles de la Terre doit faire l'objet d'une programmation et d'une gestion appropriées et vigilantes, tandis que la capacité de la Terre à produire des ressources vitales renouvelables doit être conservée et améliorée. La mise en œuvre et l'application de ces principes sont confiées au Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), qui est créé à cette occasion.

2 Commission et rapport Brundtland

« Le concept du développement durable (ou soutenable, comme on le trouve encore souvent à partir de la traduction littérale de l'anglais « sustainable ») a été introduit par la commission mondiale sur l'environnement et le développement présidé par le Premier ministre norvégien de l'époque, Gro Harlem BRUNDTLAND¹⁰. Le rapport final, ou Our

¹⁰ Brundtland G. H., 1989, « **Notre Avenir à Tous** », rapport de la commission mondiale sur l'Environnement et le Développement, Les Editions du Fleuve, Paris (traduction française de *Our*

Common future(1987), définit le développement durable comme « un développement qui permet la satisfaction des besoins présent, sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs ».

Après la conférence de STOCHOLM 1972, la conférence internationale sur la nature et le développement se succède à celle de RIO DE JANEIRO tous les 20 ans depuis 1992.

II Conférence de rio agenda 21

En 1992, se tient à Rio de Janeiro (Brésil) la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), plus généralement appelée Sommet de la Terre ou encore Conférence de Rio, qui réunit les représentants de 172 pays (dont 120 chefs d'État), diverses organisations gouvernementales et quelques 2 400 représentants d'organisations non gouvernementales (ONG). L'objectif de la conférence de Rio est de définir des stratégies efficaces pour concilier les exigences des pays en voie de développement et celles des pays industrialisés. Outre une série de conventions sur des questions environnementales spécifiques (changement climatique, biodiversité et protection des forêts), la conférence de Rio établit une « Charte de la Terre », dans laquelle sont énoncées des directives pour la mise en place de politiques économiques plus équilibrées. Cette charte s'accompagne d'un programme d'actions, baptisé Agenda 21 (ou Action 21), qui doit servir de référence pour comprendre et identifier les initiatives qu'il est nécessaire d'entreprendre pour un développement durable au XXI^e siècle. Le développement durable peut également se définir par une série de grands principes qui constituent sa charte :

- la gestion intégrée : gestion globale qui tient compte de toutes les relations et interactions existant entre les systèmes. Elle se traduit par l'adoption d'une démarche transversale (plutôt que sectorielle), multi-partenariale et interdisciplinaire;
- la gouvernance : elle implique des approches rationnelles de la décision, basées sur des indicateurs et des évaluations;
- le long terme : réflexion des actions et projets sur une échéance supérieur 4 ou 5 ans ;
- la précaution : maintien d'un certain nombre d'options possibles ouvertes lorsque subsiste un doute ou une incertitude ;

Common Future (1987)).

- la prévention : choix des solutions limitant au minimum les impacts, afin de réduire les actions correctives après la mise en œuvre des projets ;
- la responsabilité : engagement global et universel qui renvoie à la responsabilité individuelle et locale. Elle débouche sur le principe de pollueur-payeur qui stipule que les responsables des pollutions et nuisances sont ceux qui assument les coûts ;
- la subsidiarité : principe de travail à l'échelon de décision le mieux approprié pour agir efficacement en faveur de l'intérêt général ;
- la solidarité : notion de reconnaissance d'intérêts communs entre personnes, entreprises, États, etc., impliquant pour les uns l'obligation morale de ne pas desservir les autres et de leur porter assistance.

Actuellement, les préoccupations pour les organismes internationales se focalisent dans le processus de l'application vers le développement durable.

SECTION II : OBJECTIF ET TENDANCE ACTUELLE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans cette sous partie, au-delà des divergences qui caractérisent la conception du développement durable, il y a une idée commune qui relie la soutenabilité à une certaine capacité de garder quelque chose de constant sur la durée. Il y a justement divergences sur la spécificité de ce qui doit rester constant.

Le développement durable, modèle de développement économique et social visant à assurer la pérennité du patrimoine naturel de la Terre.

I COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Créée en 1992 selon les recommandations de la conférence de Rio, une Commission du développement durable (CDD) est chargée, dans le cadre du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), de suivre l'état d'avancement de l'application des engagements figurant dans l'Agenda 21, d'évaluer la pertinence des financements et d'analyser la contribution des organisations non gouvernementales compétentes¹¹.

¹¹: *site officiel des Nations unies (portail français)*. <http://www.un.org/french/>

Une approche économique de la soutenabilité.

Il y a une possibilité, suggérée par Martin Weitzman¹² dans une série de travaux consistant à évaluer indirectement les pertes de croissance dues à la présence de ressources épuisables ou d'effets externes négatifs en utilisant la seule information véhiculée par les prix. Économiquement parlant si une ressource risque d'être épuisée en quelques dizaines d'années, avec des conséquences graves sur le niveau de vie, son prix actuel doit être élevé, reflétant ainsi sa rareté croissante. A l'inverse un prix actuel bas signifie que l'épuisement de la ressource n'est pas réellement contraignant. La démarche de Weitzman consiste ainsi à quantifier la différence entre l'économie réelle soumise à des contraintes et une économie idéale qui en serait débarrassée.

L'approche économique du développement durable met l'accent sur la perte de la croissance compte tenu des ressources épuisables. Tout cela marque des écarts entre la théorie et la pratique.

II DE LA THÉORIE A LA PRATIQUE.

« Quelque soit la conception du développement durable que l'on privilégie, il reste que l'état général de l'environnement demeure préoccupant à l'échelle de la planète. »¹³

Changement climatique, déforestation, perte de biodiversité, épuisement des ressources naturelles. Il existe un écart entre les discours et les actions entreprises pour promouvoir un développement réellement durable.

Il ne s'agit pas ici de critiquer les initiatives qui voient le jour au nom de ce développement durable, mais plutôt de souligner leur caractère largement insuffisant en regard des problèmes qui sont devant nous.

Un des points clés de cette réelle difficulté à mettre en œuvre des politiques environnementales ne soient de simples effets d'annonce tient au coût immédiat perçu de ces politiques alors que leurs bénéfices semblent beaucoup plus tardifs.

¹² WEITZMAN Martin, « **Examen du rapport Stern sur l'économie du changement climatique** ». Journal of Economic Literature. 2007; 45 (3) :703-724.

¹³ BONTEMS P. et ROTILLON G, « **L'économie de l'environnement** », 3^{ème} édition in Rotillon, Repères, 2010, 116 P.

Le concept du Développement Durable concerne plusieurs dimensions dans la vie humaine et son influence. C'est à partir de son origine et sa conception amène à réfléchir sur l'état des lieux de la croissance de la population mondiale et ses conséquences sur l'environnement.

CHAPITRE III : CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT : DEUX ENJEUX POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'intérêt de ce chapitre permet de comprendre le rôle joué par la société pour le développement dans son ensemble et d'analyser les obstacles à l'application du développement durable.

SECTION I: LA SOCIÉTÉ ET SON ÉVOLUTION DANS LA THÉORIE ÉCONOMIQUE

L'organisation de la société, ou le mode de production dans une société est un facteur essentiel pour déterminer le fonctionnement de l'économie d'un pays donné.

Comme la société ou son évolution entraîne de nouveau surplus de production afin de satisfaire les besoins de celle-ci. Par conséquent, le système dans son ensemble est obligé d'élargir ou de modifier la politique économique d'une manière générale.

I Un survol succinct de l'évolution de la société du XVIIIème Siècle à nos jours.

Au cours des deux derniers siècles, la plupart des pays ont vécu un développement économique sans précédent. Ces améliorations quantitatives se sont accompagnées de transformations qualitatives : la population agricole n'a cessé de décliner dans l'ensemble de la population active, l'espérance de vie a fortement augmenté.

1 Du XVIIIème siècle au XXème siècle

➤ Le XVIIIème Siècle et milieu du XXème siècle

Au niveau de l'infrastructure : le mode de production a été dominé par le machinisme, la révolution industrielle, grande essor de sciences et techniques, développement du capital industriel caractérisé par le capitalisme et la libre concurrence. La naissance de la révolution industrielle se situe en 1885 en Angleterre. Elle est également liée à la transformation industrielle de principales sources d'énergies (exemple le charbon) qui a conduit au développement de l'industrie charbonnière et à la révolution du transport ferroviaire.

➤ Entre 1930 et 1980 Succession des croissances et crises.

Cette étape vient juste après la crise de 1929, consécration du capitalisme monopoliste d'État (capital financier) et le développement du Keynésianisme. En général, sur le plan économique, la transition du féodalisme au capitalisme (concept classique) a pour consistance le développement de la production marchande. L'échange s'intensifie, le caractère marchand de l'économie et de la production dans tous les secteurs s'accroît et devient dominant (T.Mandrara).¹⁴

De 1945 à 1973, les pays industrialisés n'ont pas connu de crise cyclique majeure. Diverses raisons ont été avancées pour expliquer cette conjoncture favorable : le Baby boom d'après guerre a maintenu la demande à un niveau élevé ; l'ouverture des frontières a stimulé l'investissement ; les politiques économiques plus efficaces ont exercé un rôle régulateur.

2 Fin du XXème siècle à nos jours : l'ère de la mondialisation.

Depuis l'apparition de grandes civilisations, le contact entre les peuples s'est accompagné de transactions commerciales. Les produits concernés étaient peu nombreux, le règlement en usage, oral ou coutumier, et les marchands de simples particuliers, mais déjà, le besoin d'échanger sa production contre celle des autres était irrésistible.

Avec l'avènement de la révolution industrielle, sont apparus des moyens de transport efficaces et de capacité de production jusqu'alors inconnus. Le développement d'un commerce international de type moderne a alors été rendu possible.

Actuellement, la division internationale du travail et la mondialisation des échanges rendent toute tentative autarcique complètement illusoire. D'autant plus qu'aucun pays ne dispose sur son territoire de tous les besoins nécessaires à la satisfaction des besoins de ses habitants. Cette mondialisation de l'économie a connu plusieurs phases :

- L'internalisation des échanges est caractérisée par l'accroissement du volume des exportations ;
- L'internationalisation de la production (ou transnationalisation) se manifeste par l'implantation d'usines à l'étranger ;
- La globalisation, étape des années 90 conduit à la constitution d'un marché global unique. De nombreuses entreprises multinationales définissent aujourd'hui leur

¹⁴Université d'Antananarivo Département Economie, MANDRARA T. E. « **Introduction à l'Economie et Histoire de la Pensée Economique** », Cours Première année.

stratégie productive et commerciale au niveau mondial. L'uniformisation des technologies et des communications permet de lancer un même produit dans le monde entier.

Tableau 2 : indicateur de l'économie mondiale 1500-1992 (en million et en taux de variation moyenne annuelle.

	1500	1820	1500-1820	1992	1820-1992
Population mondiale	425	1068	0.29	5441	0.95
PIB par habitant en dollars 1990	565	651	0.04	5145	1.21
PIB Mondial (million de dollar de 1990)	240	695	0.33	27995	2.17
Exportation mondial (milliard de dollars 1990)	n .d	7	n.d.	3786	3.73

Source : A Maddison, l'économie mondiale de 1820 – 1992, OCDE page 17.

La croissance économique permet la hausse du niveau de vie qui a marqué notre société depuis la révolution industrielle. Entre 1500 et 1820, le PIB mondial a été augmenté de 4% par an en moyenne alors que celui de la population a été augmenté de 29% par an en moyenne.

Entre 1820 et 1992, la population mondiale a passé de 1 068 000 000 d'habitants à 5 441 000 000 d'habitants. Tandis que les exportations ont passé de 7 000 000 USD à 3 786 000 000 USD entre 1820 et 1992.

L'évolution de la société a des impacts conséquents sur la production et la croissance économique voire même la technologie de la production. Mais cette grande mutation a-t-elle des conséquences dans cette société elle-même ?

II LES CONSÉQUENCES DE L'ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE ET L'INDUSTRIALISATION CROISSANTE

Contrairement au cas de pays riches du XIX^{ème} siècle, elle ne favorise pas, mais la freine la croissance économique pour les pays pauvres. Le problème de la famine n'était auparavant que conjoncturel, alors qu'en raison de l'utilisation de terres pour les cultures d'exportation et le boom démographique, il devient structurel surtout en Afrique.

1 La croissance de la population et l'industrialisation : une opportunité et une menace.

➤ **Le rapport « Meadows¹⁵ »** sur les limites de la croissance au début des années 70, annonçait une catastrophe imminente du fait du caractère exponentielle de la croissance de la population, de la consommation d'énergie et de la pollution. Selon le rapport, la population atteindra en 2010 le chiffre de 15 milliards individus, mais avec une révision, les prédictions du rapport se trouvent toutefois aujourd'hui remises en questions : la croissance démographique, au lieu de s'emballer tends à se ralentir puisqu'au lieu de 15 milliards d'habitants prévus en 2010, on prévoit au plus 8.5 milliards en 2025. La production alimentaire serait insuffisante, la consommation énergétique augmenterait, épuiserait les ressources en pétrole, puis en charbon. Bien que le rapport Meadows se soit trouvé démenti par les faits, il a eu le mérite de lancer toute une réflexion sur le rapport entre l'environnement et l'économie.

➤ **Les risques écologiques** liés à l'activité des entreprises : les trois types de nuisances.

- La surexploitation des ressources naturelles

Les entreprises peuvent utiliser de façons excessives jusqu'à leurs épuisement. Exemple, pompage excessif d'eau, extraction inconsidéré de matières premières.

- Les nuisances engendrées par les opérations de productions. Exemple, fumée, émanations toxiques, pollution de l'eau, risque de contamination,

- La fabrication des biens dont l'utilisation entraine des risques pour l'environnement écologique. Exemple, le conditionnement de certains produits peuvent présenter des risques ; les aérosols contenant des substances dangereuses pour la couche d'ozone ; les déchets difficiles à éliminer ou à recycler comme les boîtes d'aluminium et les matières plastiques.

¹⁵ Ce rapport, commandé en 1970 et publié en 1972 par le Club de Rome, fut aussi appelé « **Rapport Meadows** ». Il se base sur un modèle de simulation nommé World3.

2 l'accroissement démographique, une menace pour les pays en voie de développement.

C'est dans le pays sous développé que la population croit plus vite, même si dans l'ensemble, ces pays ont entamés leur transition démographique, c'est-à-dire un ralentissement du nombre de naissance après avoir connu un fort ralentissement du taux de mortalité. Avec la croissance démographique, de plus en plus de paysans sont condamnés à un exode rural. Il en résulte une explosion des villes sur « la planète des bidonvilles ». Les plus grandes villes sont aujourd'hui des villes du tiers monde où s'entassent des millions de pauvres.

L'espérance de vie dans les pays pauvres a progressé (61.5 ans en moyenne), mais reste derrière celle des habitants des pays développés (75 ans en moyenne). Les progrès de l'hygiène et du système de santé restent lent. Le taux d'alphabétisation a progressé mais le nombre d'enfants non scolarisé reste élevé. Plus de 250 millions d'enfants travaillent dans le monde, surtout dans les pays pauvres.

Après avoir fait un état de lieu de la situation mondiale de l'évolution de la société et ses conséquences, il sera question de la société malagasy et ses manifestations dans l'activité économique dans le point suivant.

III LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE DE MADAGASCAR.

Il est vrai que Madagascar a connu une forte croissance démographique mais la croissance économique était presque neutralisée par des crises politiques répétées. A chaque fois que Madagascar connaît un rythme de taux de croissance économique prometteur, les crises politiques envahissent tous les efforts.

1 L'évolution de la population malagasy.

Selon la publication de la banque mondiale, en 2013, la population malagasy est d'environ 22.9 millions, avec un classement parmi les pays les plus pauvres au monde. En l'espace de 50 ans, la population a quadruplé. Cet accroissement démographique a des effets sur la situation alarmante de l'environnement. Comme le défrichement d'origine agricole.

La faiblesse de Madagascar en matière de développement humain est très visible tant dans l'éducation que dans la santé. Par exemple, en 2007, la scolarité moyenne atteint 9.4 année à Madagascar contre 8.5 année pour l'ensemble du continent Africain, alors que son taux de

mortalité infantile (sur 1000enfants) s'élevait à 111 pour 1000 contre 119 pour milles en Afrique subsaharienne. (Source : WDI), marque un rattrapage pour Madagascar mais l'écart entre les pays émergent n'a cessé de grandir.

Les enfants Malagasy ont aujourd'hui, 7,5 années de moyenne de moins à l'école que les enfants coréens alors que cet écart n'était que 3,5 années en 1975. Dans le domaine de la santé, les enfants Malagasy meurent avant l'âge de 5 ans, respectivement 23 et 10 fois plus qu'en Corée et en Malaisie. Cet écart entre Madagascar et ces deux pays n'était respectivement que de 3,3 et 2,6 en 1970. Cette situation justifie l'ambition récente du gouvernement qui a concentré une part significative du budget de l'État à ces secteurs sociaux passant de 20 à 27 pourcent du budget entre 2002 et 2008.

Tableau 3 : Tableau d'illustration Indicateurs sociaux.

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008
Éducation									
Taux d'inscription à l'école primaire (% brut)	129	113	92	79	104	145	145	148	152
Taux d'inscription à l'école secondaire (% brut)	26	30	18	14	-	22	25	27	30
Taux d'inscription en école primaire (% net)	-	-	-	-	68	97	100	99	-
Santé									
Espérance de vie à la naissance (année)	48	49	51	54	57	59	59	60	60
Taux de mortalité, moins de 5 ans (par 1000)	178	172	167	151	132	115	112	109	106
Taux de mortalité adulte femme (par 1000)	278	-	377	-	257	234	229	225	220
Taux de natalité brut (par 1000)	44	43	45	44	41	38	37	36	36

Source : world development indicator.

2 Contexte générale de la performance économique.

Depuis la fin des années 1980, le gouvernement de Madagascar a adopté une série de politique afin de promouvoir le développement du secteur privé pour qu'il se transforme en un moteur de croissance. La situation économique du pays était exceptionnelle à la fin de

2008 juste avant la crise économique mondiale et la crise politique locale. Les projections anticipaient 7 % de croissance économique en 2009 contre une moyenne de 6% par an depuis 2003, ceci grâce aux investissements publics et miniers. 2009 est toutefois la première année excédentaire en production rizicole depuis 1971 grâce aux bonnes conditions climatiques et à une augmentation des investissements dans la riziculture lié à la politique sectorielle de la révolution verte.

Malgré, les efforts effectués durant ces 10 dernières années pour réduire le poids des exportations traditionnelles, passée de 50% à 8% du total entre 1998 et 2008, sur 875 catégories d'exportation. Les trois premiers produits d'exportations que sont le textile, les crevettes et la vanille constituent 44 % du total d'exportation en valeurs et les dix premiers produits d'exportation représentent 71 % du total. Depuis la crise de 2009, et à cause de la suspension des tarifs préférentielles de l'African Growth Opportunity Act(AGO), les exportations Malagasy vers les États Unis, ce qui touche particulièrement le secteur de la confection, mais aussi, celui de la pêche et l'agrobusiness connaissent une baisse très importante.

Malgré tout, le taux potentiel de progression de Madagascar demeure énorme car le pays exploite seulement 3% de son flux potentiel d'exportation. En 2006, Madagascar a exporté 1945 produits, qui ont générés 5686 flux de changes bilatéraux alors que son potentiel bilatéral compte pour 188 000 flux. (Banque Mondial juin 2010, p .194).

Tableau 4 : Classement mondial en termes de logistique commerciale et de connaissance, et de qualité du climat des affaires.

INDICATEURS	CLASSEMENT DE MADAGASCAR	SOURCE
Qualité du climat des Affaires	134 / 183 pays	Doing business 2010 (WB)
Performance en logistique commerciale	88 / 155 pays	Logistique Index 2010 (WB)
Qualité des connaissances	112 / 134 pays	Knowledge Economie Index 2008 (WB)
Compétitivité de l'économie	121 / 133 pays	Growth competitiveness 2009-2010 World Economic Forum

Ces chiffres montrent bels et biens que pour développer la performance de l'économie de Madagascar, l'État doit adopter des politiques claires et réalisables, que ce soit en termes de logistique commerciale que de connaissance et de qualité du climat des affaires, pour décoller l'économie dans son ensemble.

Dans la situation de l'extension rapide urbaine favorisée par l'exode rural et la faiblesse de rendement agricole, Madagascar fait partie des pays le plus pauvre au monde avec de méga biodiversité et de ressources minières sous exploitées. Comment peut-on parvenir à mettre Madagascar dans l'application du développement durable en collaboration avec l'initiative Mondiale pour la conservation de la nature ?

SECTION II : LES OBSTACLES DE L'APPLICATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette deuxième section essaie d'analyser les problèmes environnementaux de notre siècle. Cette démarche fait un état de lieux au niveau mondial et analyse les obstacles spécifiques à Madagascar.

I RAPPORT MONDIAL SUR LA DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT

Il s'avère intéressant de comprendre les mesures prises au niveau mondial ainsi que leurs implications pour chaque pays.

1 L'état général de l'environnement à l'échelle de la planète.

Avant tout, le concept d'environnement nécessite d'être défini. Le terme d'environnement désigne « l'entour, c'est-à-dire un ensemble de choses et de phénomènes localisés dans l'espace ». Pour insister sur les interactions qui existent entre l'environnement et les activités économiques, Faucheux et Noël¹⁶ (1995) proposent de définir l'environnement comme « la sphère d'influence réciproque existant entre l'homme et son milieu extérieur ». Pour les autres, l'environnement se définit par des notions d'appropriation : il est « constitué de ce qui n'appartient à personne en particulier ». Outre ces caractérisations analytiques, les définitions de l'environnement sont souvent phénoménologiques. Les phénomènes pris en compte sont généralement des dégradations. Le terme d'environnement englobe

¹⁶ FAUCHEUX S.-NOEL J.F, « Economies des ressources naturelles et de l'environnement », A. Colin, Paris, 1995.

habituellement les pollutions atmosphériques (globales comme pour le changement climatique), la dégradation des sols (érosion, salinisation, pollution), la déforestation et l'évolution des ressources en bois, la raréfaction de l'eau (la désertification et la persistance des sécheresses) et les pollutions de l'eau, la disparition d'espèces et l'évolution du cadre de vie. Cette liste de phénomènes donne une idée du tableau dressé dans les ouvrages sur «la dégradation de l'environnement mondial». Dans un document technique de la Banque Mondiale, Cleaver et Schreiber¹⁷ (1998) avancent quelques chiffres : «la moitié des terres cultivées de l'Afrique est affectée par la dégradation et l'érosion des sols et jusqu'à 80% des pâturages donnent des signes de détérioration», sans toutefois préciser leurs définitions de la dégradation ou de la détérioration. Les surfaces de forêts diminuent : par exemple en Afrique, sur les 660 millions d'hectares de forêt 3,2 millions disparaissent tous les ans et le taux est en augmentation. «Le rythme du déboisement est 29 fois supérieur à celui du reboisement» (Cleaver, 1993). Or, les déboisements ont des conséquences certaines sur le climat mondial, sur la biodiversité, sur les écosystèmes aquatiques, sur l'érosion et la dégradation des sols ou sur le développement local.

2 La prise en compte de l'environnement pour le développement au niveau mondial.

La notion de développement durable a été diffusée par le rapport Brundtland qui le définit comme un «développement qui répond aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins». L'origine du développement durable peut être trouvée dans trois grands courants théoriques : l'écodéveloppement, l'économie écologique et la théorie néoclassique. La notion de développement durable a provoqué le ralliement de nombreuses thématiques et les différents courants ont contribué à lui donner un contenu. Examiné sous sa dimension économique et sociale, le développement durable désigne la «capacité» des hommes à sortir de la pauvreté, Sen¹⁸ 1981. En matière d'interactions entre économie et environnement, les différentes interprétations de la durabilité conduisent à distinguer la durabilité très faible, faible, forte et très forte.

Pour certains économistes classiques, la dégradation de l'environnement est considérée comme une perte de capital. La durabilité signifie la préservation de la capacité productive

¹⁷ CLEAVER K., SCHREIBER G., « **Inverser la spirale. Les interactions entre la population, l'agriculture et l'environnement en Afrique subsaharienne** », Washington, Banque Mondiale, 1998.

¹⁸ AMARTYA SEN. " **Poverty and Famines : An Essay on Entitlements and Deprivation**", Oxford, Clarendon Press, 1981.

des sociétés (composée des équipements productifs, des savoirs et des actifs naturels). La perte de capital naturel ne pose pas de problèmes si des mécanismes de substitution existent et si l'efficacité de l'usage des ressources naturelles est améliorée : c'est la durabilité très faible. La durabilité faible s'écarte de la théorie précédente en stipulant qu'il existe un noyau minimal de capital naturel à entretenir et à transmettre.

Selon la conception forte de la durabilité, le capital naturel doit être sauvegardé dans son ensemble : une dégradation doit être compensée par la réhabilitation d'autres éléments du capital naturel. Cette conception forte s'appuie sur des notions d'incertitude, d'irréversibilité et de principe de précaution. Enfin, la durabilité très forte énonce qu'il existe des limites à la taille physique de l'économie humaine. On trouve ici les défenseurs de l'économie stationnaire ou de l'arrêt de la croissance démographique. Ainsi Daly¹⁹ 1991 propose plusieurs principes de durabilité, parmi lesquels se trouve la limitation de la taille de l'humanité à un niveau inférieur à la capacité de charge. Nombreux sont les domaines et les disciplines concernés par les concepts de durabilité. Les travaux sur l'agriculture, sur la forêt ou les sols, par exemple, tentent désormais de dépasser l'objet purement technique pour prendre en compte les hommes et les sociétés qui vivent dans la forêt ou sur les sols. Dans les zones rurales, l'agriculture, outre son rôle dans le développement local, est le lien principal entre une population et son environnement. L'agriculteur utilise et gère les ressources naturelles renouvelables telles que la terre, l'eau et les ressources biologiques.

D'une manière générale, la situation actuelle du problème de l'environnement est différente à celle des années 50. C'est pourquoi le concept de développement durable est une actualité. A Madagascar comme les pays en développement, les problèmes datent de plusieurs années.

II LES PRINCIPAUX PROBLÈMES POUR MADAGASCAR

Plus de trois quart de la population malagasy vivent dans le milieu rural. Leurs principales activités sont l'exploitation du secteur primaire. De plus, l'administration face aussi à des problèmes de gouvernance dans la diffusion de l'instruction.

¹⁹ DALY H., , "Reconciling Internal and External Policies for Sustainable Development", In Dragun A. K., Jacobson K. M., Sustainability and Global Economic Policy, Elgar, Cheltenham. 1998

1 La faiblesse du niveau de l'instruction : cause de la destruction de l'environnement.

En septembre 2012, « près de 50% des Malagasy se trouvent encore dans la sphère de l'analphabétisme », a confié Rolande Razakavoniarison, directeur de l'éducation préscolaire et de l'alphabétisme du MEN.

L'un des problèmes de l'éducation national se manifeste par le manque de stratégie et politique durable.

Par conséquent tous les ans, le pays enregistre environ 300000 jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Outre cet effectif élevé et appelé à augmenter encore étant donné que la population malagasy est jeune, 200000 jeunes sur 300000 n'ont pas le Certificat d'Étude de Première Élémentaire (**La Gazette de la grande Ile n° 2838,2012**). A ce train-là, le pays ratera encore d'autres grandes opportunités d'emplois et d'activités rentables liées à la phase de construction d'industries minières et pétrolières.

2 Implications : les pillages de ressources naturelles.

Madagascar connaît depuis longtemps le problème de pillage des espèces animales et végétales. D'où la prolifération de la chasse et la consommation des animaux sauvages, endémiques à la Grande Ile. Une étude a été effectuée dans l'Est de la grande Ile, 95% des 1154 ménages enquêtés ont consommé au moins une des espèces protégées et près de 45% ont consommé plus de 10.

D'habitude, le poisson, les oiseaux, les tortues d'eau douce, font partie chassés dans les régions marécageuses. Dans les régions forestières, il s'agit d'autres groupes d'animaux tels que les oiseaux, les lémuriens, les sangliers et dans certains cas des reptiles. Le Problème c'est que quand une espèce est recherchée, elle acquiert une valeur marchande importante qui peut conduire à une exploitation incontrôlée tant sur le plan biologique que financier.

La déforestation à Madagascar est d'origine combustible et /ou accidentelle. Un rapport sur ce cas a été publié récemment. Ainsi, l'on a pu constater que les bois exploités chaque année atteignent les 22 millions m³ dont les 80% sont vouées aux bois de foyer et aux charbons. En réalité, 76% des ménages malgaches utilisent du bois pour la cuisson. Actuellement à Madagascar, seuls 23% de la surface sont couverts de forêts. Selon le WWF, la grande forêt située au cœur le l'air protégée de RANOBE PK32 de la RN7 au nord de Toliara entre les

rivières Fiherenana et Mahambo est la plus lourdement frappée par la culture sur brulis. Du coup, entre 2000 et 2001, 31000 ha sont partis en fumé. Aujourd'hui avec les bois précieux, on assiste a un nouveau phénomène.

Cette première partie, a donnée plus d'information que se soit dans la théorie que dans la réalité. Mais le processus vers un développement durable reste encore des ambitions dans la prise de décision politique d'un État souverain et ouvert avec l'extérieur.

Dans la deuxième partie de ce travail, il sera question de corriger les erreurs antérieures et de renforcer les atouts de Madagascar avec la prise en conscience de l'avenir de ses générations futures ; toujours dans le respect du principe de développement durable.

**PARTIE II APPROCHE ANALYTIQUE DE LA SITUATION MALAGASY ET
ÉTUDE DE CAS.**

Cette deuxième partie prend en conscience les principaux problèmes que Madagascar a connus, et apportera des corrections dans le but d'atteindre les objectifs fixés. Ces objectifs doivent essayer de limiter les interactions négatives entre l'économie, le social, et l'environnement. Pour cela, les trois chapitres qui composent cette partie permettent de comprendre les erreurs et quelques mesures à repenser.

CHAPITRE I : LA SITUATION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE ET L'ÉDUCATION.

L'économie malagasy rencontre des difficultés. Malgré l'effort important fourni par les agriculteurs, on n'arrive pas à la croissance économique.

SECTION I : ÉCONOMIE DOMINÉE ET DÉSARTICULÉE.

Depuis l'indépendance, l'économie malagasy décolle petit à petit, malgré les écarts qu'on voit par rapport aux pays émergents alors que ces pays avaient les mêmes performances que Madagascar dans les années 60-70.

I LA DOMINATION DU MODE DE PRODUCTION TRADITIONNELLE.

Comme beaucoup d'autres pays pauvres, l'agriculture est l'occupation de la majorité de la population rurale. Par contre dans la ville, le secteur informel envahit toute l'espace.

1 Économies de subsistance et paysanne.

A Madagascar, l'agriculture dans son ensemble est le résultat d'une évolution technique et culturelle. Les techniques sont souvent liées à des pratiques, religions, à des conceptions du monde, à une hiérarchie des valeurs. Elle ne distingue pas croyance et technique.

Malgré, l'introduction des formes modernes d'exploitation agricole issue de la mondialisation, le paysan traditionnel est demeuré ce qu'il était auparavant car l'imitation des techniques modernes exige une remise en question de tout son système culturel.

2 Le poids du secteur informel.

13% de croissance depuis 2009. C'est l'estimation de la Banque mondiale en ce qui concerne le secteur informel à Madagascar. Pour l'Afrique subsaharienne, le Bureau international du travail (BIT) estime que l'économie informelle englobe 72% des emplois dans cette région. Comme quoi, Madagascar n'est pas une exception même si son secteur informel a connu une

forte réémergence avec la crise politique. En effet, les économies africaines se caractérisent par la forte dualité du marché formel et du marché informel.

Des économistes expliquent que cette coexistence présente des avantages mais également des inconvénients. Si l'on prend le cas de Madagascar, l'informel est une bouée de sauvetage pour ceux qui ont perdu leur emploi pendant la crise et pour ceux dont le revenu est en chute libre. Cette catégorie-là compte fort probablement plus d'effectif que les nouveaux chômeurs. Qu'un pays soit en crise ou non, la croissance de l'informel témoigne de son incapacité à créer le nombre d'emplois nécessaires pour absorber la main d'œuvre dont l'effectif ne cesse de gonfler. C'est une évidence pour un pays essentiellement jeune et l'Afrique subsaharienne est dans ce cas.

C'est pourquoi ce secteur demeure une constante dans l'économie africaine en général et malgache en particulier. En effet, les gouvernements ne disposent pas d'une politique de l'emploi à même d'aider les jeunes et les chômeurs à trouver un emploi.

II UNE ÉCONOMIE VISANT A RATTRAPER LES RETARDS

1 L'évolution industrielle malagasy.

- **1960-1975** : une industrie basée sur la substitution d'importation.

Le tissu industriel connaît un développement certain avec la contribution du secteur privé et grâce à un environnement des affaires sereins. En 1966, la mise en place de nouvelles unités industrielles a créé 700 emplois et génère des investissements totaux de 1220 millions de Fmg (Madagascar Afrique, 1967).

Le plan quinquennal adopté en 1964 par le régime Tsiranana prévoit que l'industrie locale a pour mission de se substituer aux importations. Dans ce cas là elle est tournée vers le marché national et ne cherche pas trop à élargir ses horizons vers l'exportation.

- **1975-1980** : un mirage de l'investissement à outrance dans l'industrie.

L'État a multiplié les investissements dans les secteurs et les industries stratégiques

Quant au secteur privé en général et l'industrie appartenant à des privés en particuliers, ils ne bénéficient d'aucun soutien pour le développement. C'est à cause de la mainmise de l'État sur un grand pan de l'économie entre autres les industries liées au secteur agricole, les banques et assurances.

Selon Lala Herizo Randriamihaingo²⁰, « l'industrie a été une grande déconvenue de cette politique (celle de régime socialiste). Avec des usines surdimensionnées ou mal implantées, les techniciens ont confondu vitesse et précipitation ».

➤ **1983-1990 : l'ouverture au marché libéral.**

Conscient de son échec, le régime Ratsiraka abandonne le régime socialiste à la fin des années 70 et négocié en Juin 1980 le premier accord de politique d'ajustement avec le FMI pour pousser Madagascar dans l'ère du libéralisme.

Malgré tout, l'industrialisation du pays demeure faible. Son poids dans l'économie ne varie guère d'une décennie à l'autre. Il a même tendance à reculer par rapport à son niveau postindépendance. C'est seulement pendant la période de l'investissement à outrance que la part de l'industrie dans le PIB a quelque peu retrouvé ce niveau des années 60. Mais cette situation n'est que factice parce qu'elle ne s'est pas traduite par le développement du secteur c'est ce qu'illustre le tableau ci-dessous.

Tableau 5 : contribution des 3 secteurs entre 1960 et 1987

Année	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire
1960	35%	10%	55%
1972	24%	15%	61%
1979	23%	16%	61%
1987	28%	14%	58%

Source : FMI 1995 (calcul du projet MADIO/ INSTAT)

2 Une nouvelle destination pour les zones franches industrielles.

Entre 2000 et 2008, à l'exception de 2002, le secteur textile et habillement s'est considérablement développé et a contribué tant aux exportations qu'à l'emploi grâce au régime de Zone Franche et à l'accès préférentiel accordé par l'Union Européenne et les États-Unis sur leurs marchés.

EN 2008, 108 entreprises de textiles et d'habillement opéraient dans les Zones Franches de Madagascar créant 107530 emplois, pour la plupart à Antananarivo et Antsirabe [Plan de relance de l'économie, GEM-FIVMPAMA Juin 2009].

²⁰ Université d'Antananarivo, Département Géographie, Lala Herizo RANDRIAMIHAINGO « les partis gouvernementaux et l'espace Malgache de 1960 à 2001 »

En 2009, le secteur textile a été touché à la fois par la crise économique mondiale et par les crises politiques dans le pays. Vers la fin de 2009, environ 8095 travailleurs ont été licenciés et 28 entreprises ont fermés ou réduits leurs effectifs.

Les conséquences de cette situation de l'économie malagasy ont appelé le régime en place à adopter des stratégies pour réamorcer le développement dans son ensemble.

SECTION II : LES TENTATIVES DE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUES ET L'AMÉLIORATION DE L'ENSEIGNEMENT.

L'ambition de développer le pays est conséquente dans la vie quotidienne de la population, que ce soit en matières économiques et/ou sociales.

I LES GRANDS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DE MADAGASCAR.

La politique de développement adoptée pour relancer l'économie a touché le cœur de l'économie malagasy.

1 Le document stratégique pour la réduction de la pauvreté

Le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté Intérimaire (DSRP-I) a été élaboré au mois de novembre 2000 et a permis à Madagascar de bénéficier de l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (IPTTE) avec une réduction du service de la dette à hauteur de 50 millions US\$ par an.

Le processus d'élaboration du DSRP complet a redémarré en septembre 2002 après les évènements politiques survenus entre janvier et août 2002.

Le Document de Stratégie de réduction de la Pauvreté (DSRP) est le fruit d'un processus participatif soutenu et impliquant toutes les forces vives de la nation: administration, élus, partis politiques, opérateurs économiques, société civile, organisations non gouvernementales, groupements professionnels et confessionnels. Divers ateliers thématiques, régionaux et de concertation nationale ont été organisés à cet effet de novembre 2000 à mars 2003.

. L'objectif est de réduire le taux de pauvreté de moitié dans 10 ans. La stratégie à mettre en œuvre est ambitieuse mais réaliste. Le principe de « partenariat public-privé » jouera un rôle prépondérant. Par ailleurs, cette stratégie s'appuie sur une analyse objective et sur des critères précis, et fera l'objet d'une actualisation annuelle.

Le document comprend 5 grandes parties :

➤ La première présente le cadre général d'intervention du DSRP situant le contexte global et donnant une description et une analyse de la pauvreté ;

- La deuxième définit les stratégies de lutte contre la pauvreté avec les objectifs globaux ;
- La troisième partie du document. traite les programmes ainsi que les actions à mettre en œuvre ;
- La quatrième présente les coûts et le financement des programmes à mettre en œuvre ;
- Enfin, la cinquième et dernière partie, quant à elle, décrit les méthodes de suivie et d'évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté.

2 Le projet de soutien au développement rural (PSDR)

Ce projet constitue le projet d'appui de la Banque Mondiale à la mise en œuvre du Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR). Les objectifs sont d'accroître la productivité et les revenus des petits agriculteurs de manière durable dans l'ensemble des 20 régions GTDR ; appuyer le développement des organisations de producteurs et groupes communautaires et réduire la pauvreté en milieu rural tout en préservant les ressources naturelles.

Quant au financement d'infrastructures économiques et sociales de base, le Fonds de Développement Communautaire ou le FID IV intervient.

II LES EFFORTS EN MATIÈRE ÉDUCATIVE.

En matières sociales, le régime mis en place a fourni des efforts concernant le secteur santé avec de résultats positifs ainsi que le secteur éducation dont la politique continue jusque maintenant.

1 La Réforme de 2008 [PLAN EPT-Janvier 2008]

La Réforme prévue dans le Plan EPT 2008 visant à rallonger le cycle primaire de 5 à 7 ans n'a pas été appliquée uniformément. Cette réforme d'abord mise en œuvre à titre d'expérimentation dans 20 CISCO devait être étendue dans une seconde étape à 65 CISCO puis aux 114 CISCO. Son application a cependant été suspendu par la crise, et les effectifs concernés effectivement par cette réforme restent cantonnés aux 20 CISCO pilotes et ne représentent, pour le moment, qu'une petite fraction des effectifs totaux (22%). Parmi les 20 CISCO pilotes, six CISCO ont appliqué sans discontinuité la réforme jusqu'en 2011 mais, pour le reste, il est difficile de faire la distinction entre : ceux qui ont mis en œuvre

continuellement la réforme ; ceux qui l'ont mis en œuvre de façon discontinue et ; enfin ceux qui l'ont arrêtée définitivement. Quant au secteur privé, il n'a pratiquement pas appliqué la réforme.

2 Le Financement Public de l'Éducation

La baisse des recettes totales de l'État et la suspension des aides extérieures ont conduit à des coupes budgétaires importantes dans les dépenses d'éducation depuis 2009.

Les dépenses publiques ont chuté en volume, du fait notamment de la contraction du PIB depuis 2008. De plus, la part accordée à l'éducation dans les ressources totales a baissé depuis la crise, passant ainsi de 26,4% en 2008 à 20,1% en 2011. Les dépenses totales d'éducation ne représentent donc plus que 2,8% du PIB national contre 3,6% en 2008. Ce niveau est inférieur à celui observé en moyenne dans les pays d'Afrique Subsaharienne qui se fixe à 5%. Ceci s'est donc traduit en une chute forte des dépenses totales d'éducation en volume depuis 2009. En prix constant de 2011, elles ont été réduites de près de 176 milliards d'Ariary entre 2008 et 2011 soit une diminution de près d'un quart des ressources.

Les dépenses courantes n'ont été que faiblement réduites. La plupart des coupes budgétaires ont été faites sur les dépenses d'investissements. De par leur nature, les dépenses de fonctionnement excèdent toujours les investissements. Mais cette situation est accentuée actuellement face aux charges incompressibles liées aux rémunérations des enseignants. La part consacrée aux dépenses courantes est ainsi passée de 83,5% du budget du MEN en 2002 à 90,6% en 2011. Les achats de biens et services représentent une faible part des dépenses courantes du MEN et cette part a diminué avec la dernière crise

3 La coopération avec les partenaires techniques et financiers.

L'enseignement primaire a connu une expansion rapide et soutenue mais les inscriptions ont baissé depuis 2009. On distingue quatre phases d'accroissement différentes des effectifs du primaire : Tout d'abord, de 2001 à 2003, période où une forte croissance est observée suite aux diverses mesures incitatives prises par l'État dans le cadre de l'EPT (kits scolaires, premières subventions des FRAM, etc.). Vient ensuite la période qui se situe entre 2003 et 2006, où le rythme s'est ralenti bien que l'effectif n'a cessé de s'accroître (ceci s'expliquerait par l'épuisement en partie des entrées tardives). Il y a par la suite la phase de 2006 à 2008, où le rythme s'est accéléré de nouveau, grâce à la suppression des frais de scolarité, à l'allègement des charges à l'endroit des familles par la fourniture de kits scolaires aux

nouveaux entrants et par la dotation de cantines scolaires dans les zones à forte insécurité alimentaire. Enfin, de 2008 à 2010. C'est une phase où pour la première fois en une décennie, les effectifs ont chuté, témoignage des probables difficultés des parents à maintenir la scolarisation de leurs enfants. Sur l'ensemble d'enfants scolarisés dans le niveau primaire, la part du privé ne cesse de baisser pour atteindre 18% en 2010.

Pour l'année scolaire 2012-2013, à travers le pays, les élèves au nombre de 3724280 et les 81971 enseignants des 21837 écoles primaires publiques réparties dans 114 CISO de Madagascar ont eu un coup de pouce pour la rentrée. Il s'agit d'une somme d'une valeur de 7270000 USD via le Global Partnership for Education et le Royaume de Norvège par l'intermédiaire de l'UNICEF.

La politique de développement économique connaît une véritable décentralisation à Madagascar. Par contre, le secteur de l'éducation souffre tout comme le développement au niveau de la base. L'étude de cas suivant permet encore de bien approfondir la réalité au niveau rural.

CHAPITRE II ÉTUDE DE CAS : LA COMMUNE RURALE D'AMBOSITRA II DANS LA RÉGION AMORIN'I MANIA.

Ce chapitre permet de comprendre la situation au niveau de la population. Il s'agit de bien démontrer le sujet, par rapport aux faits réels sur le terrain. En tant qu'originaire de cette région, l'étude se concentre au niveau de la commune rurale Ambositra II et le fokontany de Vohimalaza.

SECTION I L'ESPACE GÉOGRAPHIQUE ET CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCONOMIE DE LA RÉGION.

La région Amoron'i Mania fait partie de la haute terre malagasy, riche en ressources naturelles et en main d'œuvre. Cependant, la production agricole et par conséquent le développement rencontre des difficultés.

I LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL.²¹

Cette sous partie présente la délimitation de la région ainsi que les défis et les ambitions de cette région.

²¹Ministère de l'agriculture, « Programme Régional pour le Développement Rural » de la région Amoron'i Mania 2003.

1 Présentation de la région

➤ Milieu physique

La région est délimitée :

Entre 45°7' et 47°7' de Longitude Est

Entre 19°8' et 21°0' de Latitude Sud

Elle est limitée :

Au Nord : par les districts d'Antanifotsy, d'Antsirabe, et de Betafo (Région de Vakinankaratra)

à l'Est : par le district d'Ifanadiana, NosyVarika (Région de VatovavyFitovinany) et Marolambo (Région Antsinanana).

Au Sud : par les districts d'Ambohimahasoa et d'Ikalamavony (Région de Haute-Matsiatra)

A l'Ouest : par les districts de Mahabo et de Miandrivazo (Région du Menabe). Elle est composée de quatre (4) districts (Ambatofinandrahana, Ambositra, Fandriana, Manandriana) et de 56 communes.

La région forme, avec la Haute-Matsiatra, le berceau originel du pays Betsileo.

La région fait partie intégrante de la zone méridionale des Hautes Terres Centrales dont l'altitude varie de 1.200 à 1.500 mètres, dans la partie orientale (Ambositra, Fandriana, Manandriana), de 700 à 1.000 m, sur les plaines et jusqu'à 2.000 m sur les massifs, de la zone occidentale.

➤ Formations géologiques :

Les formations géologiques de la région se caractérisent essentiellement par des roches cristallines avec à l'Ouest, le système du Vohibory, à l'Est, le Système du Graphite et au Sud d'Ambatofinandrahana, le système Androyen ; la pédologie est fondamentalement caractérisée par la prédominance des sols ferrallitiques.

➤ Climat :

Le climat est du type tropical d'altitude. La température moyenne varie de 12°C à 20,7°C. La saison pluvieuse dure du mois d'octobre au mois d'avril, et la période sèche de Mai à fin septembre, avec une pluviométrie annuelle de 1.100 mm à 1.550 mm. La région d'Amoron'i Mania est partagée en trois grands bassins versants : le fleuve Mania et tous ses affluents, rattachés au bassin versant du Tsiribihina, le fleuve Matsiatra et tous ses affluents au sud faisant partie du bassin versant du Mangoky, le fleuve Maintinandrina et tous ses affluents à l'Est vers Mananjary.

➤ **Ressources forestières:**

Il existe trois principaux types de forêts, dont l'évolution respective dans le temps se présente comme suit :

Pour les forêts naturelles, la tendance générale est à la régression (Surface initiale : 149477ha, Surface en 1995 :86.880 ha, Surface en 2003: 78.898 ha).

Pour les forêts de tapia, la surface a beaucoup diminué.

Pour les forêts de reboisement, la surface a globalement diminué (Surface initiale : 9.544ha, Surface en 1995 :10.956 ha, Surface en 2003: 6.056 ha).

2 La situation socio-économique.

➤ **La population.**

La région compte 669 608 habitants en 2003 selon l'INSTAT. Le taux de croissance démographique annuel, entre 2001 et 2003, est de l'ordre de 3,4 % (moyenne nationale : 2,8%). La densité démographique s'évalue à 38,9 habitants/km² en 2003 (moyenne de la Province : 32,3 habitants/km² et moyenne de la Nation 28 hab/km²).

C'est une population fondamentalement jeune :

- Age moyen de la population : 21,8 ans
- La moitié de la population est âgée de moins 17 ans.

➤ **L'Économie en générale et l'Agriculture :**

Les principales productions agricoles sont :

Cultures vivrières, généralement de destination mixte (autoconsommation alimentaire, et commercialisation) : le Riz, le manioc, le maïs, la patate douce, le haricot, l'arachide, la pomme de terre, le voanjobory (poids de terre) sont exploités dans toutes les zones.

Cultures de rente (cultures à vocation quasi-exclusivement commerciale) : le caféier, la canne à sucre, la tomate, le chou, les pêches et les agrumes.

Ces productions vivrières jouent un rôle fondamental dans l'alimentation, en tant que complément du riz et en particulier le manioc, la patate douce, la pomme de terre, le maïs, et dans une moindre mesure le haricot, le voanjobory et l'arachide. La pomme de terre et le maïs constituent en particulier des sources importantes de revenus, dans la mesure où les productions sont vendues en majorité en dehors de la région.

La production de café s'étend sur une superficie de 400 ha (variété Arabica) dans deux zones.

La production de canne à sucre, est destinée à la Transformation quasi-exclusive en rhum local ou toaka gasy.

La production de tomate, se concentre pratiquement dans 5 communes : Andina, Tsarasaotra, Andakatanikely, Soavina, Ambondromisotra.

On note aussi le développement de la production de chou et de la production de fruits (Production d'agrumes), concentrées à Andina et aux autres communes environnantes, et de pêches (Ambatofitorahana et communes environnantes)

➤ **Élevage et pêche :**

Les principales activités, en matière d'élevage sont : l'élevage bovin extensif et semi-extensif à l'ouest de la Région, l'élevage laitier semi-intensif, l'élevage porcin, l'élevage aviaire, l'élevage d'ovins et de caprins, l'apiculture, la sériciculture, la pisciculture.

Le cheptel bovin, dans son ensemble, a connu un taux de croissance de plus de 75 % entre 1988 (113 554 têtes) et 2003 (200 906 têtes)

Le cheptel laitier, concentré autour des villes d'Ambositra et de Fandriana se chiffre à 12.806 en 2003

La région compte 13 marchés de bestiaux : 4 à Ambatofinandrahana, 3 à Ambositra, 2 à Manandriana, 4 à Fandriana.

Sériciculture : 6 tonnes de production de cocons de mûrier, et 25 tonnes de production de cocons sauvages.

Pisciculture : 67 Étangs de géniteurs (70 a), 69 Étangs d'alevinage (165.6 a), 42

Étangs de ponte (25.9 a), 1.460 Étangs de grossissement (1.921 a)

➤ **Artisanat :**

Capitale de l'Artisanat, la ville d'Ambositra et d'une manière générale toute la région, se caractérisent par les activités suivantes : artisanat du bois (sculpture, marqueterie, art zafimaniry), artisanat du marbre à Ambatofinandrahana (encore au stade embryonnaire), artisanat de la soie et de la vannerie (Fandriana, Ambositra et Manandriana)

➤ **Industrie :**

Le secteur industriel se limite aux éléments suivants : Une industrie d'extraction de marbre (MAGRAMA), une industrie d'allumettes et de bougies domestiques (AFOMA), actuellement fermées quelques petites unités de transformation agro-alimentaire (décortiqueries, menuiserie)

➤ **Tourisme :**

La région dispose de potentialités assez importantes, en particulier en termes de sites touristiques : Pays zafimaniry, Sources thermales (Ankazoambo, Ambatofinandrahana,

Manandriana, Mahazina Ambohipierenana), Forêts primaires du versant est, Cascade d'Itazonana, Massif d'Itremo, Rova d'Ambositra, Grottes et passages souterrains, etc.... Ces sites sont, en général, peu, voire pas aménagés du tout. Mais il est à noter que l'écotourisme fait partie de la priorité régionale.

L'affluence des touristes peut se répartir comme suit : basse saison en janvier/février, saison intermédiaire en mars/mai et novembre/décembre, haute saison entre juin et octobre

➤ **Mine :**

En termes de potentialités minières, la région dispose des ressources diverses suivantes : Graphite (Ambositra et Fandriana), Quartz, dolomite (Fandriana, Ambositra, Ambatofinandrahana), Nickel (Ambositra), Cuivre, Marbre, Béryl (Ambatofinandrahana).

Le développement de cette région dépendra tout d'abord par la valorisation de ses ressources disponibles. C'est pourquoi le Programme Régional de Développement Rural s'incline sur les points suivants.

II LES DÉFIS ET VISION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION.

Les défis et la vision de cette région s'annoncent convainquant théoriquement.

1 Défis et enjeux régionaux.

Cinq défis ont été définis pour la Région d'Amoron'i Mania, ainsi l'instauration d'un environnement incitatif est le principal défi. Ceci nécessite d'abord :

➤ L'équilibre entre la gouvernance locale d'une part, et la gouvernance nationale d'autre part. Le renforcement de la gouvernance locale en forme l'enjeu principal.

Le deuxième enjeu, c'est l'appropriation des textes favorables à la restauration d'un environnement juridique et réglementaire favorable au monde rural.

➤ Le Second défi c'est de disposer des facteurs de production (infrastructure, matériels et équipements, énergie) à moindre coût et de pérenniser les capitaux (foncier, finances rurales) favorables à la création de richesse. L'appropriation des actions sur le foncier au bénéfice des opérateurs (producteurs et investisseurs) locaux constitue l'enjeu majeur. Il faut aussi pérenniser l'accès au capital pour la gestion des infrastructures et disposer d'un environnement d'infrastructure, de compétence et financier favorables à la création de richesse.

➤ L'augmentation des productions par l'application des techniques et technologies appropriées au niveau de tous les secteurs, création significative de valeur ajoutée et l'assurance de la sécurité alimentaire et l'ouverture de l'économie sur les marchés, constituent le troisième défi pour la Région d'Amoron'i Mania. Ce défi nécessite l'augmentation des productions Agricoles en vue de créer des valeurs ajoutées, la création significative de valeurs ajoutés par le développement des filières et de la production, assurer la sécurité alimentaire par l'assurance de distribution interne des produits alimentaires, le renforcement de la préparation aux urgences par la mise en place du SRAP et ORN et l'amélioration des performances de production et de génération de revenus par la transformation des produits.

➤ La préservation de l'environnement, la gestion rationnelle des ressources naturelles et la disposition des mesures de sauvegarde des facteurs naturelles de production forment le quatrième défi régional. L'application des mécanismes de valorisation et de préservation des écosystème et de la biodiversité, de disposer des mesures de préservations des forêts de tapia, des forêts reboisées et des forêts naturelles, de capitaliser, d'approfondir et de bien identifier les expériences sur l'aménagement du territoire et d'articuler les actions de développement rural avec l'environnement constituent les enjeux.

➤ Le dernier défi pour la Région, c'est de développer progressivement les filières porteuses à vocation commerciale et d'améliorer les performances de production et de génération de revenus, au niveau de toutes les filières. Les enjeux consistent à privilégier le partenariat actif de Partenariat Public Privé(P.P.P) pour chaque filière (maïs, artisanat, arboriculture, miel, soie et huiles essentielles), à assurer le développement du culture de l'entreprenariat et de l'identité régionale, à développer progressivement les filières porteuses à vocation commerciale, à développer le flux d'informations sur les marchés (achat et vente des produits), à sensibiliser et à développer l'application des normes et qualités pour les filières et enfin à procéder à une information et à une éducation de masse en matière de qualité.

2 La Vision Régionale sur le Secteur de Développement rural.

Les infrastructures à caractère économique (routes, aménagements hydro agricoles, électricité, infrastructures de télécommunications), ainsi que les services d'appuis aux activités productives, sont implantés dans toutes les sous régions. Elles leur permettent d'anticiper ou saisir les opportunités qui se présentent, et d'en tirer profit de façon équitable.

L'Agriculture paysanne (au sens large), bien enracinée dans la tradition de la population des Hautes Terres centrales (Ambositra, Fandriana, Manandriana), s'est améliorée en diversification (productions végétales, productions et ressources animales), en productivité, quantité produite, et en rentabilité et qualité offerte. La transformation de l'économie d'auto subsistance en économie intégrée aux marchés devient une réalité grâce à la pluriactivité agricole et non agricole. La pauvreté est réduite ; les départs/exodes non souhaités sont freinés ; l'insécurité alimentaire chronique est éradiquée ; la vulnérabilité des conditions d'existence des agriculteurs et de leurs systèmes productifs est amoindrie.

Une Agriculture (au sens large) paysanne nouvelle et une Agriculture moderne, toutes les deux ouvertes à l'économie de marché, sont installées dans le Moyen Ouest(Ambatofinandrahana). Elles contribuent de façon significative à la croissance économique régionale, et donc nationale.

Presque toutes les richesses du pays existent dans cette région. Mais le handicap pour l'industrialisation se manifeste par la difficulté de réseau de communication principalement les routes. Le problème de l'enseignement connaît aussi de difficultés que ce soit en matière des infrastructures et de débouchés pour les jeunes.

SECTION II LES PRATIQUES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU QUOTIDIEN. POUR LA COMMUNE RURALE D'AMBOSITRA II

La commune rurale qu'on va étudier ici, est la commune au plus près du chef lieu de région.

I INFRASTRUCTURE ET CARACTÉRISTIQUE DE L'ÉCONOMIE.

L'économie est dominée par une économie paysanne et de production à petite échelle.

1 l'infrastructure de base.

La commune rurale d'Ambositra II occupe la partie Nord-est du chef lieu de district. Au Nord se trouve la commune de Tsarasaotra, au Nord-est, la commune d'Imito et la commune de Fahizay ; au Sud la commune urbaine d'Ambositra et à l'Ouest délimité par la commune d'Andina. Les infrastructures de base sont à quelques kilomètres de la Commune Urbaine et ses voisins. Le bureau communal où siège le Maire se trouve à Antamponiviny en face à celle de la Commune Urbaine.

Avec une population d'environ 12450 habitants dont la majorité sont des jeunes et des agriculteurs. Elle est composée de 23 Fokontany. A part l'infrastructure routière, la commune dispose de bonnes conditions en matière d'infrastructures de base:

L'éducation : avec 16 Écoles Primaires Publiques et 3 Collèges d'Enseignement Général ; le taux de réussite pour le CEPE, pour l'année scolaire 2012-2013 était de 48% contre 21% pour le BEPC.

En matières de ressources humaines, par exemple le cas du fokontany Vohimalaza, un de 23 Fokontany disposant des infrastructures de la Commune. L'école primaire publique accueille plus de 100 élèves, un seul enseignant parmi les 7 qui s'occupent des enfants est fonctionnaire. Les 6 autres sont des maitres FRAM. Quant au Collège d'enseignement général, parmi les 11 enseignants, 8 sont des fonctionnaires et les restes sont des maitres FRAM.

En matière de la santé, pour 12450 individus, la commune compte 3 Centres de Santé de Base II(CSBII) tous en fonctions. Depuis juin 2010, 90% des Fokontany ont bénéficié de l'intervention du projet SALFA dont l'objectif est d'aider les enfants de moins de 5ans souffrant de malnutrition et leur mère.

2 Caractéristique de l'économie.

L'agriculture et l'élevage à petit échelle dominant l'ensemble de l'économie dont le riz et les plantes à tubercules sont les principales cultures.

Les volailles, les bovidés et les porcins dominant l'élevage.

L'autre source de revenu des ménages est l'exploitation de la forêt soit pour faire du charbon, soit pour faire du « kitay ». Le travail journalier dénommé « Tsarakatsaha » existe aussi mais avec de périodes régulières. La rémunération journalière pour 8 heures de temps de travail tourne autour de 2500 Ar pour les hommes et 2000Ar pour les femmes.

Depuis 2006, avec l'introduction des plantes à base d'huile essentielle principalement le « géranium » (*Pélagoniums Graveolens*). Cette nouvelle culture envahit presque la majorité de la surface terrestre cultivable, qui était auparavant réservée aux plantes à tubercules comme le manioc, le maïs et les patates. Mais cette nouvelle culture n'aura duré que sur une période courte pour la plupart des paysans à cause de la non maîtrise des techniques. Comme d'autres cultures, elle nécessite maîtrise de techniques et connaissances particulières.

Depuis octobre 2011, 9 Fokontany parmi les 23 de la Commune ont bénéficié du projet ADRA financé par l'USAID. Le Fokontany de Vohimalaza est l'un d'entre eux. Le projet ADRA associe des groupes ou petites associations paysannes pour un travail selon la décision ou les besoins de chaque Fokontany où le projet intervient. Le travail proposé est une forme

Haute Intensité de Main d'Œuvre(HIMO) et une fois par semaine, en contre partie, le travailleur gagne 1l d'huile et 20kg de riz par ménage membre.

Le concept du développement durable doit s'appliquer à la vie quotidienne pour atteindre les objectifs. Il faut alors orienter chaque entité concernée à s'impliquer dans ce processus.

II LE CONCEPT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE : AU PRINCIPE QUOTIDIEN.

L'objectif de cette sous partie est de bien comprendre l'application du développement durable en partant des ambitions à la réalité.

1 Au niveau régional.

Le concept du développement durable prime dans l'ensemble de la politique, dans tous les secteurs sauf pour le secteur de l'éducation. L'éducation ne figure pas parmi les priorités du Programme Régional de Développement Rural pour la période 2006. Cette exception est générale pour l'ensemble du pays. Car la politique de l'éducation est centralisée par l'État. De plus, jusqu'à maintenant il n'existe que la politique de l'éducation pour tous.

2 Au niveau communal.

Le plan de développement ne peut pas définir la politique de l'éducation faute de financement. Puisqu'à Madagascar, malgré la décentralisation politique, la concentration budgétaire reste toujours un problème pour les communes. Les seuls moyens pour financer l'éducation pour les communes autres la part de l'État central, sont les aides à travers les partenaires internationaux ou les ONGs et/ou le financement par le secteur privé. Mais ce dernier cas est rare surtout dans le monde rural où les ménages sont très pauvres comme le montre le cas d'Ambositra II qui n'a pas d'écoles privées même pour le niveau primaire.

Le problème de l'éducation est un obstacle pour l'application du développement durable. Les efforts initiés seront insuffisant voire même ne répondront pas tant que la population n'est pas instruite dans le monde rural.

Le cas de la commune d'Ambositra II en est ainsi quand on analyse la situation passée et le présent. Malgré les efforts des parents pour que leurs enfants aillent à l'école, les problèmes entre le cours à l'école et la pratique quotidienne reste toujours un blocage de réussite scolaire. Par conséquent, le taux d'abandon est très élevé au niveau du primaire, de même aussi pour le niveau secondaire. La raison de l'abandon de ces enfants, est qu'ils aident leurs parents dans la vie quotidienne. Cette situation entraine un cercle vicieux de la pauvreté dans le monde rural qui n'est pas résolu jusque maintenant.

Au niveau de l'enseignement technique, il y a une partie qui répond aux besoins locaux comme la filière Bâtiments et Travaux publics ainsi que la filière ouvrages métalliques et bois. Mais le problème c'est que l'école professionnelle et technique est réservée aux élèves qui ont le BEPC. De plus, l'absence de fonds de démarrage ou la faute de financement reste toujours un handicap pour le développement.

En matière d'environnement, l'économie de subsistance est dominante. Ce qui fait que la population dépend surtout de la nature grâce à son accès libre ; le système de production est traditionnel avec des techniques très archaïques. Cela, malgré la sensibilisation et l'appui techniques des ONG pour le développement agricole. Le résultat est insuffisant puisque les paysans ne sont pas convaincus de la pertinence des nouvelles techniques utilisées. Une fois les ONG ou Projet partis, les riverains quittent leurs instructions à cause de la faible instruction.

En matière de logistique, l'élevage familial est dominant. Les animaux sont confondus et se réfugient juste au rez-de chaussé, ce qui est une menace pour la santé, particulièrement pour les enfants.

L'environnement dans son ensemble est menacé à cause de la déforestation par le système de défrichement massif pour l'occupation de nouvelles terres à cultiver. Même si la plupart des forêts sont des propriétés privés, la gestion durable de celle-ci n'est pas sûre. Pour le paysan, la préoccupation immédiate est la nourriture quotidienne, le futur ne représente que peu de valeur. Cette situation s'explique par le système de charbonnage utilisé à partir des racines du bois dont le prix est plus élevé que celui du charbon obtenu à partir des tiges. Actuellement, on voit déjà les conséquences de cette exploitation par la disparition totale des arbres.

Le développement durable de Madagascar n'est pas un processus qui s'achèvera du jour au lendemain. Comme tout investissement, il faut prioriser l'avenir des générations futures. Cela se base sur une éducation de base en quantité et en qualité.

CHAPITRE III : LES CONDITIONS DE L'ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Il ne s'agit pas ici d'étudier toutes les conditions mais de corriger les erreurs du passés pour d'aller en avant.

SECTION I : LES DÉFIS A RELEVER.

La situation de l'éducation à Madagascar est à deux catégories : l'éducation gérée par l'État, regroupant la majorité des enfants dans le monde rural, et l'éducation sous la gestion des

acteurs privés dont la plupart se situent dans le milieu urbain. Cela signifie encore que l'école privée est gérée d'une manière efficace et concurrentielle mais seuls les groupes sociaux ayant des moyens suffisants pour payer les frais de scolarités de ses enfants peuvent en bénéficier. De même que le programme pour chaque classe est en avance par rapport à l'école publique.

I LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET SEMI-PUBLICS.

Dans cette sous partie, les quatre points qui la constituent sont des mesures que l'État doit prendre en charge ; c'est-à-dire, les initiatives de l'État en matière de politique nationale de l'éducation.

1 Amélioration et recrutement des enseignants.

Cela demande un ré encadrement des enseignants communautaires (maitres FRAM) et de leur insertion au corps des fonctionnaires. Avec 72,9%, soit près de 73% d'enseignants dépourvus du moindre diplôme pédagogique, l'éducation primaire publique ne peut qu'être de mauvaise qualité à Madagascar. L'enquête sur la situation d'exclusion des enfants en situation d'handicap sortie récemment par l'UNICEF précise également que près de 69% des enseignants ne sont pas des fonctionnaires. Ils sont pour la plupart du temps rémunérés par l'association des parents d'élèves ou FRAM.

L'éducation est un levier pour aider notamment les pauvres à sortir du cercle de la pauvreté. Mais avec la chute continue de la qualité de l'enseignement à Madagascar depuis les années 70, ce levier perd de plus en plus son importance. Avec un taux élevé des chefs de ménages sans instruction et enfants non scolarisés, sans parler des abandons scolaires. Plus tard donc, le pays enregistrera un nombre encore plus élevé de ménages dont le chef de famille sera sans instruction.

De plus, depuis la mise en place de la malagachisation, on constate une baisse de niveau. Actuellement c'est une catastrophe car la non maitrise de la langue française est un handicap dans l'éducation. Pourtant ce dernier est la clé, menant à l'éducation et l'avenir professionnel. Certains enseignants n'ont pas la capacité d'enseigner. La baisse de niveau est due à l'incompréhension des enseignants et à l'évolution de la technologie. Cette dernière détourne les enfants de la lecture.

Ce qui signifie que l'éducation particulièrement au niveau primaire, qui est la base de l'éducation, nécessite une stratégie et une nouvelle structure nationale.

2 Construction des infrastructures répondant aux besoins des collectivités.

Le problème d'infrastructure occupe la principale défaillance de l'éducation, surtout dans le milieu rural mais aussi dans le monde urbain. Selon la Banque Mondiale, si les centres urbains veulent maintenir le niveau d'accueil dans l'éducation, il faut recruter 10000 enseignants et 2640 salles supplémentaires dans 8 ans. Dans le secteur de l'éducation, le défi est la réponse à la croissance démographique scolaire prévue augmenter de 55% entre 2008 et 2020. Le niveau d'accueil actuel est déjà déplorable, surtout dans le secteur public. Le taux de réussite au concours d'entrée en classe de Seconde en est une preuve. Pour l'année scolaire 2011-2012, il est autour de 40%, alors que nombreux sont les enfants de pauvres qui souhaitent poursuivre leurs études dans un lycée public. Soit ils abandonnent, soit ils sont soutenus par des proches. L'insuffisance des infrastructures d'accueil et des ressources humaines dans les services publics constitue ainsi un obstacle pour un système éducatif urbain et rural efficace. A ce manque d'infrastructure s'ajoute l'insuffisance de routes, surtout pendant les périodes de pluies.

3 Généralisation de la scolarisation.

Cette politique est appliquée dans les pays asiatiques depuis les années 60 dont le but est de former de la main d'œuvre qualifiée. La politique de l'État oblige chaque famille à rendre ses enfants à l'école avec le minimum d'âge possible, qui dépend de chaque pays. Cette politique est accompagnée d'une intervention massive de l'État. Pour Madagascar, la généralisation de la scolarisation devrait s'étendre aussi en matière de l'éducation de l'environnement, c'est-à-dire inclure dans les matières des classes primaires de l'éducation civique.

4 Le partenariat public-privé en matière d'éducation

En matière d'éducation, l'État devrait tenir une concertation nationale en regroupant les écoles publiques et privées pour discuter ensemble des problèmes de Madagascar. En effet, seuls les malagasy connaissent la réalité et les difficultés rencontrés dans leur pays. Malgré la création de l'office national de l'enseignement primaire (ONEP), rattaché au ministère de tutelle, plusieurs écoles ne sont pas aux normes, que ce soit sur le plan infrastructure ou sur le plan système éducatif. Pour résoudre ce problème le ministère doit organiser une assemblée nationale afin de mettre en place une politique bien distincte de l'enseignement local pour un avenir meilleur à la postérité. Puisque jusqu'à maintenant, il n'existe que la politique de l'éducation Pour Tous, la mise en place de la 7^{ème} année dans la primaire proposée par le

baillieur de fonds, ne résout pas le problème. Cette politique est axée sur le taux de la scolarisation non sur la qualité et le résultat de l'éducation.

Concernant l'université privée, sa prolifération est nécessaire mais le problème de l'homologation des diplômes qui y sont accordés est un blocage pour les étudiants.

Ce premier point a donné des réflexions sur la faillite du système éducatif malagasy. L'intérêt de cette analyse a permis de prendre conscience de l'avenir de notre génération, et aussi, d'aller de l'avant.

II Lutte contre la pauvreté et valorisation durable des forêts.

L'objectif de cette section permet d'éviter le gaspillage des ressources naturelles, principalement, les forêts.

1 Les mesures de précautions et stratégiques.

Il sera question des mesures que l'État devrait adopter pour préserver notre environnement et de diminuer les risques liés à l'exploitation des nouvelles terres cultivables.

➤ Financement de l'environnement : Le Problème du feu de brousse.

Les Malagasy remboursent pour de l'argent qui a pris feu. 136,82 milliards Ar en prêts contre 119,76 milliards Ar en dons. Ce sont les financements des Programmes Environnementaux I, II et III sur 22 ans .Et comme toutes les dettes contractées par le pays sur ces 20 dernières années, ces prêts doivent être remboursés et le trésor public rappelle dans son bulletin que les échéances de paiement s'étalent jusqu'en 2050. Des institutions internationales avancent que la situation aurait été pire sans ces programmes. Mais la situation est catastrophique. Environ 200000 à 300000 Ha de végétation partent en fumée tous les ans à cause de l'ignorance et/ou tradition.

➤ Le transfert de gestion principale, et Les responsabilités partagées

La responsabilité partagée permet aux villages de prendre conscience sur le fait qu'ils sont les premières victimes de l'exploitation des forêts sans mesures de précautions. Le transfert de gestion est un nouveau mode de gestion selon lequel l'État, avec les partenaires nationaux ou internationaux confient la gestion des forêts qui sont menacées par l'exploitation illicite ou par l'occupation. Mais l'État et ses partenaires devraient former le riverain à prendre conscience de l'environnement. L'assurance d'un renforcement stratégique et politique pour

la valorisation des décisions prises pour l'ensemble de la société. Ces mesures devraient ensuite accompagner la conservation étendue et de la gestion durable.

2 Conserver et étendre la gestion durable des forêts.

L'intérêt de cette vision permet d'inciter les villageois à prendre conscience de l'environnement. Ils doivent capter le message selon lequel, ce sont eux les premiers bénéficiaires de la protection de la forêt.

➤ Sensibilisation et éducation environnementale.

C'est à travers ces méthodes qu'on pourrait réduire le défrichement et le feu non maîtrisé. A ce stade, une part de responsabilité doit revenir aux villageois. Les écoliers peuvent tirer des leçons et acquérir de nouvelles connaissances par rapport à leur environnement et d'être initiés aux réflexes simples en faveur de l'environnement (embellissement des jardins, propreté, plantations de fleurs et d'arbres, etc.).

La participation active et motivée des éducateurs facilite la transmission du message, qui est la protection de l'environnement.

➤ La contribution des organismes ou associations à vocations environnementales.

La coopération entre l'État Malagasy et les organismes ou associations permettrait de partager les tâches que l'État prend en charge. L'intervention de ces organismes, que ce soit au niveau national ou international permet le partage d'expériences. La question qui se pose est quelle est la contribution de ces organismes pour le développement de Madagascar.

Le cas de la région Alaotra Mangoro permet de comprendre les effets de la coopération entre les autochtones et les ONG. Comme le cas du Durrell Wildlife Conservation Trust, il n'appuie pas seulement les autochtones pour conserver les réserves naturelles et les habitats. Mais, il aide les autochtones à réussir dans l'agriculture, notamment la culture de riz.

Le suivi écologique participatif a travers des concours de conservation des espèces conservés et leur habitat tous les ans, que fait l'organisme pour récompenser les meilleurs par une grande somme avec laquelle les villages gagnants peuvent se procurer des matériels d'agriculture, en plus des nécessités relatives à l'éducation des enfants à savoir la construction ou la réhabilitation des écoles.

3 Réduction de la pauvreté rurale.

➤ La réforme foncière pour une cohésion sociale.

Le problème foncier malagasy date de quelques siècles. La terre est la principale source de richesse pour les malagasy, la résolution de ce problème s'améliore depuis l'année 2005 dans toute la grande île.

« Sur la base de l'histoire du système foncier malagasy et de la mise en œuvre du Programme National Foncier », les défis majeurs restants suivant ont été identifiés selon la Banque Mondiale²²

- Création d'un meilleur consensus sur la direction des futurs changements de politiques foncières ;
- Clarification et rationalisation du cadre institutionnel en charge de l'aménagement du territoire au niveau national, régional et local ;
- Actualisation du cadre légal et de certains textes de lois ;
- Renforcement de capacités et la formation par la mise œuvre du PNF et la pérennité du système foncier et accès des investisseurs au foncier.

La résolution de ces défis nécessite une forte volonté politique. L'accès des investisseurs aux titres foncier est un grand problème actuellement pour les pays pauvres dont Madagascar. Bien que 86% de la terre utilisée pour l'agriculture soit classée propriété privée, seuls 8% des chefs de ménages détiennent un titre formel de propriété pour le terrain [INSTAT 2008].

En 2012, l'adoption d'un décret en conseil du gouvernement instituant le Fonds National Foncier, permet la pérennisation financière des institutions et processus de la réforme foncière parmi les préoccupations de l'administration domaniale et foncière.

➤ Passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché.

Dans ce cas là, l'objectif de cette transition permet de sensibiliser les agriculteurs à changer leur comportement, ainsi que leurs habitudes qui restent en ce moment dans la production de subsistance avec des techniques rudimentaires.

²² BANQUE MONDIALE « Madagascar : vers un agenda de relance économique », Washington, DC., 2010, 364 P.

L'organisation d'une grande rencontre entre paysans, operateurs, collecteurs ainsi que les partenaires dans le domaine de l'agriculture, à travers une foire ou exposition permet d'échanger des informations et expériences afin de résoudre le problème du marché. En fait, le but est de développer et promouvoir les cultures. Autrement dit, la foire vise à professionnaliser tous les filières sur tous les plans, c'est-à-dire à partir de la production agricole vers la commercialisation. Ce sera également une rencontre entre les opérateurs des secteurs, et une opportunité pour décrocher des contrats commerciaux. De même, elle doit reposer sur un réseau routier, reliant les zones de productions avec le marché pour les intrants et les consommateurs.

➤ **La vulgarisation et perfectionnement agricole**

Ce point a intérêt de comprendre et essayer de corriger la faible redistribution de la croissance dans les zones rurales, contraintes par le faible rendement du secteur agricole.

L'insuffisance de la maîtrise des filières surtout sur les normes et qualités, le coût élevé et les difficultés d'approvisionnements en intrants et matières premières, le manque de professionnalisme constituent les premiers obstacles de l'agriculture malagasy.

A Madagascar, depuis la « révolution verte » du régime avant la crise politique de 2009, le secteur agricole connaît une certaine amélioration en intrant et en production. Le développement de recherche se multiplie comme le cas de l'Agrivet, une branche agriculture de SMTP qui vient de s'agrandir. Cette entreprise a présenté officiellement ses deux nouvelles unités en Mai 2012. Il s'agit d'Agrival et d'Agrifarm. L'Agrival collabore principalement avec les agriculteurs et lui fourniront tous les intrants nécessaires pour la production de provende tels que le Mais, le Manioc, l'Arachide.

Pour compléter la chaîne de production, il y aura désormais Agrifarm une ferme moderne parmi le top 5 des mieux équipés en Afrique.

Cette section se penche principalement pour résoudre le problème qui règne dans le monde rural pour le système productif à Madagascar comme dans les pays en développement.

Le développement de Madagascar restera une belle ambition théorique tant que les décideurs politiques ne prennent pas des mesures élargies et ne comprennent vraiment les obstacles dans la réalité. Chaque défi énuméré ci-dessus relève d'une politique pertinente avec des actions bien contrôlées. Force est de constater, que le premier chapitre est déséquilibré sans l'accompagnement de la gestion d'ensemble élargie des ressources.

SECTION II LA GESTION D'ENSEMBLE ÉLARGIE DES RESSOURCES ET L'IMPORTANCE DES INSTITUTIONS.

Le choix sur la gestion d'ensemble et élargie des ressources est incontournable pour comprendre l'interaction de l'homme avec son environnement. Cette section se consacre à l'étude sur les ressources : humaines et naturelles.

I RESSOURCES HUMAINES ET L'INVESTISSEMENT.

Les problèmes dans les pays en développement sont caractérisés par un fort taux de démographique composé en majorité de jeunes en quête d'emploi. Mais le niveau d'instruction est faible surtout dans le monde rural. De plus l'État ne comprend pas le poids et le rôle joué par le capital humain et le capital public.

1 Le capital humain

La capacité de main d'œuvre à se former ainsi que son niveau de qualification, d'expérience et de formation acquis constituent le capital humain.

➤ Le niveau de qualification

L'investissement en capital humain consiste alors à acquérir de nouvelles connaissances, de nouveaux savoir-faire de sorte à accroître la capacité productive et innovatrice de la main d'œuvre. Le capital humain recouvre l'ensemble des capacités apprises par individu qui accroissent l'efficacité productive de ce dernier. Chaque individu est alors propriétaire d'un certain nombre de connaissances qui se traduisent en compétences professionnelles, qu'il valorise en les vendant sur le marché. L'objectif de ce point est de comprendre l'effet du niveau de qualification dans le développement.

➤ L'importance du niveau d'expérience acquis

L'efficacité productive sera d'autant plus effective qu'il sera entouré de personnes ayant elles aussi le même niveau de formation, le même niveau de productivité.

Le cout de cet investissement peut donner lieu à un partage entre l'individu en question, l'entreprise et l'État. L'intérêt commun est l'évaluation du niveau de formation, de qualification et de compétences de la main d'œuvre.

L'investissement en capital humain devient donc un axe privilégié de la politique publique d'éducation pour la formation initiale et continue. De même, les entreprises procèdent elles aussi à cet investissement qui assure une capacité d'apprentissage permanente de la main d'œuvre au sein de l'entreprise et sa capacité à maîtriser le capital technique de celle-ci.

Bref, l'accumulation de connaissances nouvelles, issues de connaissances anciennes et de la recherche fait progresser la technologie et la productivité. Une main d'œuvre bien formée s'avère capable de maîtriser des technologies, de les créer, et d'innover.

2 Le capital public

La capacité d'un État à fournir des infrastructures et institution nécessaire à la croissance économique, à l'implantation et le développement des entreprises et la valorisation de la main d'œuvre constitue le capital public. Dans la pratique, seul l'État peut investir dans des projets dont les coûts d'investissement sont très lourds et l'amortissement sur très long terme.

➤ La fourniture des infrastructures et institutions

Il recouvre une partie du capital physique, équipements à la charge de l'État ou à des collectivités locales. L'infrastructure de transport, de communication, les investissements opérés dans les secteurs de l'éducation, de la formation, de la recherche, traduisent le rôle du capital public à créer les conditions favorables à l'émergence d'un processus d'innovations, combiné aux autres types de capital.

➤ L'importance de l'implantation et le développement des entreprises

Une autre partie du capital physique non pris en charge par le secteur public, est financée par le secteur privé. En investissant dans de nouveaux équipements, les firmes se donnent non seulement les moyens d'accroître chacune leur production mais également celle des autres acteurs du marché.

Par conséquent, l'investissement dans de nouveaux bâtiments (capital physique privé) et dans de nouvelles technologies (capital technique) est le point de départ à la diffusion de nouveaux apprentissages par la pratique. A Madagascar comme les pays pauvres, l'épargne intérieure est insuffisante pour l'ensemble de l'investissement privé.

Un processus de synergie entre les différentes formes de capital démontre que l'investissement a un double effet, il agit directement sur la croissance et indirectement sur le

progrès technique. Donc la prise de ces décisions revient à l'initiative de l'État et l'entrepreneur. Dans le point suivant, l'on traitera la gestion efficace des ressources naturelles.

II RESSOURCES NATURELLES

L'intérêt d'une gestion d'ensemble des ressources naturelles malagasy permet de limiter l'action de l'homme qui menace l'environnement dans son ensemble et de réduire les risques causés par ces actions sans mesure séculaires.

1 Ressources renouvelables

Les ressources renouvelables sont les premières victimes d'une activité séculaire et non maitrisable surtout dans le monde rural Malagasy.

➤ La forêt exploitée comme source d'énergie

A Madagascar, l'utilisation de bois comme moyen de chauffage reste dominant. Que se soit dans le monde rural ou dans le monde urbain, le Kitay et le charbon, restent les moyens utilisés.

Il faut miser sur le système du foyer amélioré qui consiste à recourir à la consommation réduite des bois. L'utilisation, par exemple, des fours solaires initiés par la Coopération Suisse à travers le projet Association pour le Développement de l'Énergie Solaire (ADES), qui réduisent même les dépenses mensuelles pour les ménages. De plus, il faut le renforcement de la sensibilisation de toutes les couches sociales et les catégories socioculturelles et professionnelles s'avèrent primordial pour l'obtention de bons résultats. Mais avec l'augmentation de la population et le développement de l'occupation de l'espace, la forêt malagasy se trouve dans une situation critique, cette situation appelle à des mesures strictes et concrètes.

➤ L'utilisation de bois comme matériel et matériau de construction

L'exploitation de la forêt demeure une activité pour les paysans vivants dans les zones à proximités des forets en accès libres. Cette exploitation avec accès libre favorise le développement rapide de la déforestation. La gestion de cette situation permettrait de limiter le gaspillage de ces ressources.

2 Les ressources non renouvelables

Madagascar est un pays qui a beaucoup de potentiel en matière de ressources non renouvelables. Presque dans toute la partie de la grande île, on trouve du gisement de minerais. Mais leur exploitation, quoi qu'elle soit, mérite d'être étudiée, surtout dans l'extension d'exploitation illégale et sauvage. Depuis 2002, les autorités et les bailleurs travaillent pour insérer Madagascar dans la dynamique des pays miniers du continent africain.

➤ L'exploitation artisanale et traditionnelle

L'exploitation artisanale des métaux précieux et pierres précieuses domine presque dans le site de celui-ci. Avec l'absence de permis d'exploitation, le système d'exploitation échappe au contrôle de l'État et à la redevance. Madagascar dispose de pierres d'ornementation très recherchées (Labradorite, marbre, cordiérite, etc.), de pierres fines (rubis, saphir, émeraude, aigue marine, et autres béryls, etc.) et de l'or. Ces minerais, exploités artisanalement, offrent des perspectives d'exportations intéressantes, mais de vastes quantités sortent du pays en contrebande. Leur contribution à l'économie nationale est inférieure à 5 %. Dans ce cas, l'action à faire serait de prendre des mesures pour éviter le gaspillage de ces ressources. Une des solutions que l'État doit mettre en place, c'est l'insertion de ces exploitants artisanaux dans la norme pour contrôler la contrebande. Ainsi pourra se faire la collecte de la part de l'État (redevance, ristourne ...)

➤ L'exploitation à grande échelle.

Le secteur minier est l'avenir économique de la grande île. En fait, les richesses du sous-sol, potentiellement considérables, constituent un capital non renouvelable que l'État pourra valoriser à l'aide d'une gestion efficace et prudente. Certains pays étrangers, même en Afrique, ont prouvé que la bonne gestion du secteur minier permet d'optimiser l'avantage comparatif de l'économie en la développant de manière durable. Malgré l'existence des firmes multinationales qui exploitent actuellement certains gisements malagasy, les problèmes de contrôle et le faible gain de l'État en matière de redevance et impôt, constituent un handicap majeur du pouvoir central. Le maintien de ce taux de la redevance, à Madagascar, justifie les handicaps de Madagascar essentiellement constitués par l'absence d'importantes infrastructures, à savoir les routes, les ports, l'énergie. Si on devait développer Madagascar, le réinvestissement de la rente minière sur le territoire national sera nécessaire.

Conclusion

Pour conclure, Madagascar reste dans une situation de pauvreté. Cette pauvreté se combine généralement à diverses formes d'insécurité, et conduit à une mobilité des hommes et à l'accès libre aux ressources naturelles. A Madagascar les ressources renouvelables et en particulier les forêts sont un des principaux moyens de survie des pauvres. Ceux –ci sont contraints à une pluriactivité permanente. Tout ce qui peut se vendre se collecte.

Depuis 2002, le régime mis en place a fourni des efforts pour faire décoller Madagascar de sa pauvreté. A cette époque, le concept du développement durable prime dans tous les secteurs (agricole, tourisme...). Actuellement, que ce soit au niveau national qu'international, le processus vers l'application de ce concept se fait par différent objectif.

Les réflexions issues de ce travail montrent bel et bien que l'éducation a un rôle non négligeable dans la croissance et le développement économique de la société. Le concept de développement durable restera une belle théorie sur papier tant que l'administration, du moins la politique de l'État, marginalise l'avenir des générations en matière d'éducation. Un pays développé d'une manière durable sera un pays où la population est éduquée, prend conscience de l'avenir de son environnement. Les faits au niveau mondial montrent que les pays développés, ayant un fort niveau d'instruction, prennent plus d'initiatives pour la conservation de la nature.

Dans ce cas, la participation de tous les acteurs prime dans le processus de développement auquel prennent part les différents projets et leurs partenaires. L'éducation se trouve actuellement au centre des problématiques de développement. C'est l'un des maillons qui freine le développement d'un pays. La faible instruction des populations à travers la grande Ile, la peur des personnes confrontées aux démarches tantôt difficiles et lourdes au sein des services publics, la méconnaissance des lois et des textes relatifs à l'exercice de droit ainsi que le manque de civisme vis à vis de la protection de l'environnement sont une problématique résultant d'un manque dans l'enseignement et l'éducation à Madagascar.

Table des matières

Remerciements	i
Glossaire	ii
Liste des acronymes	iii
Sommaire	vi
Introduction	1
PARTIE I : L'APPROCHE THÉORIQUE DE L'ÉCONOMIE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	3
CHAPITRE I : ÉDUCATION ET CROISSANCE	4
SECTION I : CADRE THÉORIQUE DE L'ÉCONOMIE DE L'ÉDUCATION	4
I L'IMPORTANCE DU CAPITAL HUMAIN DANS ACCROISSANCE ÉCONOMIQUE	4
1. L'intérêt et le rôle stratégique du capital humain	4
2. Définition de l'éducation dans une perspective économique	5
II L'économie de l'éducation dans la Littérature économique actuelle	7
1 les précurseurs de l'économie de l'éducation et apport de la théorie endogène.	7
2 La demande individuelle de l'éducation	8
3 Les déterminants de la demande individuelle	8
SECTION II DE LA NOTION DE CROISSANCE A CELLE DU DÉVELOPPEMENT	8
I LA NOTION DE LA CROISSANCE	9
1. Des notions différentes sur la croissance.	9
2. Les explications de la croissance.....	11
3. Limite de la croissance	12
II LA NOTION DU DÉVELOPPEMENT	12
1. Définition et origine du terme	12

1	L'évolution de la population malagasy.	24
2	Contexte générale de la performance économique.	24
SECTION II LES OBSTACLES DE L'APPLICATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE		26
I	Le Rapport mondial sur la destruction de l'environnement	26
1	L'état général de l'environnement a l'échelle de la planète.	26
2	Prise en compte de l'environnement pour le développement au niveau mondial.	27
II	LES PRINCIPAUX PROBLÈMES POUR MADAGASCAR.	28
1.	La faiblesse du niveau de l'instruction : cause de la destruction de l'environnement.	29
2.	Implications : les pillages de ressources naturelles.	29
PARTIE II APPROCHE ANALYTIQUE DE LA SITUATION MALAGASY ET ÉTUDE DE CAS.		31
CHAPITRE I LA SITUATION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE ET L'ÉDUCATION.		32
SECTION I ÉCONOMIE DOMINÉE ET DÉSARTICULÉE.		32
I	LA DOMINATION DU MODE DE PRODUCTION TRADITIONNEL.	32
1	Économies de subsistance et paysanne.	32
2	Le poids du secteur informel.	32
II	UNE ÉCONOMIE VISANT A RATTRAPER LES RETARDS.	33
1	L'évolution industrielle Malagasy.	33
2	Une nouvelle destination pour les zones franches industrielles	34
SECTION II LES TENTATIVES DE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUES ET L'AMÉLIORATION DE L'ENSEIGNEMENT.		35
I	LES GRANDS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DE MADAGASCAR.	35
1	le document stratégique pour la réduction de la pauvreté	35
2	Le projet de soutien au développement rural(PSDR).	36
II	LES EFFORTS EN MATIÈRE ÉDUCATIVE.	36

1	La Réforme de 2008 [PLAN EPT-Janvier 2008]	36
2	Le Financement Public de l'Éducation.....	37
3	La coopération avec les partenaires techniques et financiers.....	37
CHAPITRE II ÉTUDE DE CAS : LA COMMUNE RURALE D'AMBOSITRA II DANS LA RÉGION AMORIN'I MANIA.		38
SECTION I L'ESPACE GÉOGRAPHIQUE ET CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCONOMIE DE LA RÉGION.		38
I	LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL.....	38
1	Présentation de la région	39
2	La situation socio-économique.....	40
II	LES DÉFIS ET VISION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION.....	42
1	Défis et enjeux régionaux.....	42
2	La Vision Régionale sur le Secteur de Développement rural.....	43
SECTION II LES PRATIQUES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU QUOTIDIEN .POUR LA COMMUNE RURALE D'AMBOSITRA II.....		44
I	INFRASTRUCTURE ET CARACTÉRISTIQUE DE L'ÉCONOMIE.....	44
1	L'infrastructure de base.....	44
2	Caractéristique de l'économie.....	45
II	LE CONCEPT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE : AU PRINCIPE QUOTIDIEN.....	46
1	Au niveau régional.	46
2	Au niveau communal.....	46
CHAPITRE III LES CONDITIONS DE L'ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.....		47
SECTION I LES DÉFIS A RELEVER.....		47
I	LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET SEMI-PUBLICS.....	48
1	Amélioration et recrutement des enseignants.....	48
2	Construction des infrastructures répondant aux besoins des collectivités.....	49
3	Généralisation de la scolarisation.....	49

4	Le partenariat public-privé en matière d'éducation.....	49
II	Lutte contre la pauvreté et valorisation durable des forêts.....	50
1	Les mesures de précautions et stratégiques.....	50
2	Conserver et étendre la gestion durable des forêts.....	51
3	Réduction de la pauvreté rurale.....	52
SECTION II LA GESTION D'ENSEMBLE ÉLARGIE DES RESSOURCES ET L'IMPORTANCE DES INSTITUTIONS.....		54
I	RESSOURCES HUMAINES ET L'INVESTISSEMENT.....	54
1	Le capital humain.....	54
2	Le capital public.....	55
II	RESSOURCES NATURELLES.....	56
1	Ressources renouvelables.....	56
2	Les ressources non renouvelables.....	57
Conclusion.....		58
Table des matières.....		I
Références bibliographiques.....		VI
ANNEXE : Liste des tableaux.....		IX

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

1 Ouvrages et manuels:

ALBERTINI Jean Marie, « Les mécanismes du sous développement », Initiation économique, éditions économie et humanisme, Les éditions ouvrières, Paris, 1967, 351P.

BARRO Robert J., " Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth," NBER Working Papers 2588, National Bureau of Economic Research, Inc1991.

BECKER G. S., "Human Capital, A Theoretical and Empirical Analysis", Columbia University Press for the National Bureau of Economic Research, New York, 1964.

BONTEMS P. – ROTILLON G « l'économie de l'environnement », 3ème édition in Rotillon, Repères, 2010.

COMBEMALE Pascal - COHEN Albert, « Croissance et crise-élément d'analyse », édition Hatier, Collection Profil d'une œuvre, 1992.

Daly H., , "Reconciling Internal and External Policies for Sustainable Development", In

DRAGUN A. K., JACOBSON K. M., " Sustainability and Global Economic Policy", Elgar,Cheltenham, 1998.

FAUCHEUX S.-NOEL J.F., « Economies des ressources naturelles et de l'environnement », A. Colin, Paris,1995.

LE BOLLOCH P. - LE FIBLEC Y. - MOULINE M.C - BABEL D., « Economie d'entreprise », édition, Bertrand-Lacoste, 1998, 176 P.

LE BOLLOCH P. - LE FIBLEC Y. « Economie Générale », édition Bertrand-Lacoste, 1997,206P.

LUCAS Robert Jr., "On the mechanics of economic development," Journal of Monetary Economics, Elsevier, vol. 22(1), pages 3-42, July. 1988.

MONTOUSSE Marc- CHAMBLAY Dominique, « 100 fiches pour comprendre les sciences économiques » Edition Bréal, 1998, 226 P.

ROMER, PAUL M. "Increasing Returns and Long Run Growth," Journal_of_Political_Economy, 94, 1002–37. (1986).

ROSTOW Walt Whitman, « les étapes de la croissance économiques », édition du seuil, collections points essais, 1916.

ROTILLON G., « Economies des ressources naturelles », édition la découverte, collection repères, 2005.

SCHULTZ Théodore W., "Education and Economic Growth," in *Social Forces Influencing American Education*, N.B. Henry, ed., Chicago: University of Chicago Press, 1961.

SCHULTZ Théodore, "Investment in Human Capital: The Role of Education and of Research", New York: Free Press, 1971

WEITZMAN Martin, « la modélisation et d'interprétation des sciences économiques de changements climatiques catastrophiques », *Examen de l'économie et de la statistique*, 2009.

WEITZMAN Martin, « Développement durable et progrès technique » *.Scandinavian Journal of Economics*, 1997.

2 **Reuves et publications:**

AMARTYA Sen « Pauvreté et famines », édition Presse Universitaire Oxford ,1981.

AMARTYA Sen, « Faut-il lire » *Revu d'économie*, 2005.

AMARTYA Sen, « la liberté individuelle : une responsabilité sociale », n°170, Mars-Avril 1991.

BANQUE MONDIALE « Madagascar : vers un agenda de relance économique », Washington, DC. , 2010, 364 P.

BRUNDTLAND G. H., 1989, *Notre Avenir à Tous*, rapport de la commission mondiale sur l'Environnement et le Développement, Les Editions du Fleuve, Paris (traduction française de *Our Common Future* (1987)).

BANQUE MONDIALE ,CLEAVER K., SCHREIBER G., « **Inverser la spirale. Les interactions entre la population, l'agriculture et l'environnement en Afrique subsaharienne** », Washington, ,1998.

Groupe IC Madagascar, « rapport annuel 2009 », 2010, 38 P.

PERROUX, François, « Pour une philosophie du nouveau développement », Paris, Aubier : Presses de l'Unesco, 279, 1981.

PNUD, rapport sur la pauvreté 2000, « vaincre la pauvreté »

PNUD, rapport sur le développement humain 2013 : «L'essor du Sud : le progrès dans un monde diversifié», 228 P.

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR, 2003-Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), 233 P.

3 Webographie:

[http:// intresources.worldbank.org](http://intresources.worldbank.org)

[http:// www.instat.mg](http://www.instat.mg)

[http:// www.mefb.gov.mg](http://www.mefb.gov.mg)

[http:// www.cairn.info](http://www.cairn.info)

[http:// www.google.com](http://www.google.com)

[http:// www.Revue.org](http://www.Revue.org)

ANNEXE : Liste des tableaux

Tableau 1 : montrant la part des facteurs de production dans le PIB de la France.....	11
Tableau 2 : indicateur de l'économie mondiale 1500-1992 (en million et en taux de variation moyenne annuelle.....	21
Tableau 3 : Tableau d'illustration Indicateurs sociaux Malagasy entre 1980 et 2008.....	24
Tableau 4 : Classement mondial en termes de logistique commerciale et de connaissance, et de qualité du climat des affaires.....	25
Tableau 5 : contribution des 3 secteurs entre 1960 et 1987.....	34

Nom : ANDRIANANTENAINA
Prénoms : Lalao Jacques Rémi
Titre : **L'éducation pour le développement durable, cas de Madagascar**
Nombre de pages : 58
Tableaux : 5

Résumé.

Le niveau de l'instruction et la croissance économique sont interdépendant. L'éducation permet d'augmenter la productivité, grâce à de nouvelles idées et connaissances acquises. Cette hausse de la productivité se généralise dans tous les secteurs de l'économie et entraîne une croissance économique basée sur le progrès technique et développe des efforts humains. Pour les pays développés actuels, leur croissance révèle qu'une part importante de la croissance ne dépend ni du facteur capital ni du facteur travail. Cette part, c'est le résidu ou le progrès technique, issu de nouvelles idées. Comme tout investissement, l'investissement dans l'éducation a des coûts tant financiers que temporels. Le rendement qui en résulte se partage entre l'individu lui-même, l'entreprise ou la société et l'État.

Avec l'émergence du concept du développement durable dans un pays pauvre comme Madagascar, ce pays ne sortira pas du cercle vicieux de la pauvreté qui côtoie la majorité de la population tant que celle-ci n'est pas éduquée. La diffusion de l'instruction doit toucher les paysans qui représentent plus de 2/3 de la population malagasy, et qui dépendent de l'accès libre aux ressources naturelles. Ces dernières sont actuellement dans une situation alarmante à cause des exploitations illicites et non maîtrisées, l'ignorance et la tradition. Donc, le développement durable de Madagascar passe par la mise en qualité et quantité de l'enseignement malagasy.

Mots clés : capital humain, croissance, développement, pauvreté et environnement
Encadreur : RAKOTOARISON Rado Zoherilaza
« Maître de conférences »
Adresse de l'auteur : Lot VQ9 Mandroseza.
Tél : 034 90 000 97
Courriel : andriant7@gmail.com